

# la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE  
Fondée par **Pierre MONATTE** en 1925

La grève des impôts sur  
les bas salaires

*par Nicolas FAUCIER*

A la recherche du vrai socialisme

*par Roger HAGNAUER*

La ségrégation des classes

*par Robert LOUZON*

Essai d'explication de l'inflation

*par Pierre RIMBERT*

# LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire  
(mensuelle)

## CONDITIONS D'ABONNEMENT

### FRANCE - ALGERIE

Six mois . . . . . 8 F  
Un an . . . . . 15 F

### EXTERIEUR

Six mois . . . . . 10 F  
Un an . . . . . 18 F

Le numéro : 1,50 F

### ADRESSER LA CORRESPONDANCE

concernant la Rédaction  
et l'Administration à la  
Révolution prolétarienne

14, rue de Tracy — PARIS (2<sup>e</sup>)  
Téléphone : CENTRAL 17-08

### PERMANENCE

Les jeudis de 18 h. à 19 h.  
Les samedis de 17 h. à 19 h.

### UTILISER POUR LES ENVOIS DE FOND

notre compte chèques postaux  
Révolution prolétarienne 734-99 Paris

## Sommaire du N° 490 - Janvier 1964

La grève des impôts sur les bas salaires ..	N. FAUCIER
A la recherche du vrai socialisme ....	R. HAGNAUER
Le droit d'asile en danger.	
Grève des tramways de Nantes et menace sur les chantiers navals .....	
Les « Cahiers de Fernand Pelloutier » cessent de paraître.	
Essai d'explication de l'inflation .....	P. RIMBERT
Notes d'économie et de politique : Re- montée aux sources : le mariage des prêtres et la date de Pâques. — La sé- grégation des classes .....	R. LOUZON
Parmi nos lettres : Suite à notre réunion d'abonnés (F. Leunols). — Sur le même sujet (Guyard et Faucler).	
Un compte rendu fidèle et édifiant ! .....	R. GUILLORE
Réflexion sur le congrès de la Fédération F.O. du Bâtiment. ....	R. RIGUIDEL J. NICOLAS
La voix des syndicalistes de la Loire : Petit tour d'horizon syndical international ..	U. THEVENON
La structure sociale dans la métallurgie de la Loire.	
Hierarchie, problème n° 1 .....	R. BARANTON
Nouvelles internationales .....	F. Ch.
A travers les livres : L'œuvre de Georges Navel (P. Aubery).	
Le Cercle Pelloutier de Lyon.	
La liberté de pensée à l'Université de New-York .....	P. AUBERY

## ENTRE NOUS...

La R.P. est entrée depuis le 1<sup>er</sup> janvier dans sa quarantième année. C'est en effet le 1<sup>er</sup> janvier 1925 qu'est paru le premier numéro de « la Révolution Prolétarienne ». Il marqua la rupture ouverte des fondateurs de cette revue avec Moscou. Monatte et Rosmer avaient pourtant voulu apporter au parti communiste le sang vivifiant du syndicalisme révolutionnaire. Les événements qui suivirent la mort de Lénine, le 21 janvier 1924, leur enlevèrent les derniers espoirs qu'ils gardaient de construire, avec les bolcheviks, un parti ouvrier révolutionnaire.

Il est aujourd'hui possible d'affirmer que la rupture de Monatte avec le parti — auquel il avait adhéré, plus par honnêteté que par conviction profonde — aurait pu se produire dans d'autres conditions, avec moins d'irréremédiables violences, mais qu'elle était à peu près inévitable. Monatte, pour reprendre une expression qu'il avait formulée en 1924, jugeait en effet les bolcheviks comme des Jacobins au service de la révolution ouvrière. Celle-ci ne se produisant pas, les survivants du bolchevisme devenant les bureaucrates d'un Etat de plus en plus totalitaire, Monatte représentait en face d'eux la fidélité au syndicalisme révolutionnaire, c'est-à-dire à la classe ouvrière telle qu'elle doit s'affirmer dans la pleine indépendance de son organisation, de son action et de ses hommes.

Que nous puissions quarante ans après retour-

ner... à la source, sans rien éprouver qui ressemble au frissonnement du pêcheur récitant l'acte de contrition, sans même être saisi par l'émot du doute, nous l'affirmons aujourd'hui sans fausse modestie. En quarante ans, nous avons vécu suffisamment de luttes et d'épreuves, commis suffisamment d'erreurs pour ne pas nous complaire dans l'outrecuidance de l'infailibilité ! Mais la certitude qui nous soutient, malgré tout, c'est que nous avons eu raison, il y a quarante ans, que nous avons raison de persévérer depuis quarante ans. Et notre seule raison, c'est que nous sommes encore là, que nous restons fidèles à Monatte, que les deux plus éminents des fondateurs de la R.P. : Rosmer et Louzon restent fidèles à la R.P.

Cette constance ne suffit pas. Mais elle devrait encourager d'autant plus nos cadets que la maison maintenue et consolidée leur est ouverte, sans restriction.

L'appel pour la souscription, l'appel au recrutement de nouveaux abonnés ont été entendus sans doute. Pas suffisamment. Il s'en faut. Aux vieux du Noyau qui persévèrent, les jeunes ne pourraient-ils offrir, pour le 40<sup>e</sup> anniversaire de la R.P., une maison où elle s'embellira avec sa sœur : l'Union des Syndicalistes, une maison dont ils sortiront sans bruit, quelque jour... sans bruit, afin de ne pas déranger ceux qui les auront remplacés, qui les auront déjà dépassés.

# LA GRÈVE DES IMPÔTS SUR LES BAS SALAIRES

On en parle peu, tout préoccupé que l'on est de courir après les augmentations de salaires qui — c'est une constatation maintes fois signalée — s'essoufflent elles-mêmes à rattraper les prix qui n'en finissent pas de monter, annulant l'effet psychologique tenté par les roubards du plan anti-hausses.

On discute de la politique des revenus, cette nouvelle tarte à la crème présentée par les mêmes compères du brain-trust gaulliste afin de contenir l'impatience des foules salariales mécontentes, à juste titre, en voyant s'amenuiser chaque jour un peu plus leur pouvoir d'achat malgré les mirifiques promesses du Giscard de service, impuissant à stabiliser les hausses pour justifier le blocage des salaires.

Il est évident que l'idée d'un partage plus équitable des revenus, tout comme celle de la parité des salaires par le « rattrapage », rencontre chez les travailleurs une certaine audience, car elle correspond à une aspiration profonde tendant à l'égalité des conditions.

Il en est cependant qui contestent l'utilité de tels dialogues, considérant que c'est là entretenir de dangereuses illusions chez les salariés de la part d'un gouvernement dont les inspireurs représentent les forces les plus farouchement conservatrices du pays. Ils pensent, en conséquence, qu'il s'agit surtout pour celui-ci de gagner du temps.

Mais il ne saurait être question ici de nous attarder à ces considérations puisque tel n'est pas l'objet de cet article. Ce que nous voulons souligner à cet égard c'est que si les directions syndicales considèrent qu'elles ont un rôle utile à jouer dans ces conciliabules pour « une plus juste répartition des fruits de l'expansion », voire pour mettre leurs adversaires au pied du mur, c'est-à-dire faire la démonstration de leur incapacité à faire rendre gorge aux possédants en faveur des « revenus » salariaux et prouver ainsi leur mauvaise foi, ce que l'on comprend moins c'est qu'elles acceptent que ces revenus, qu'elles ont la charge de défendre, soient régulièrement amputés — un peu plus chaque année — par une fiscalité dévorante qui, pourtant, constitue l'un des éléments-clés d'une politique de revenus.

Car c'est là aussi un scandale qui n'a que trop duré et dont la responsabilité leur incombe.

On sait, en effet, qu'en ce qui concerne la surtaxe progressive — ou impôt sur les salaires — il a été prévu une exonération à la base qui, de 150.000 anciens francs en 1949, avait été portée à 180.000 en 1952, puis à 220.000 en 1954. Depuis, aucun rajustement n'a été effectué jusqu'à l'année dernière où, généreusement, le gouvernement a relevé l'abattement à la base à 230.000 anciens francs.

Ainsi, par ce tour de passe-passe, l'exonération à la base restant depuis une dizaine d'années à peu près immuable, de même que les tranches de majoration, les augmentations de salaires si parcimonieusement consenties se trouvent en partie, sinon dans leur quasi-totalité, sous l'effet de la progressivité des impositions, récupérées par le fisc.

Si l'on observe que, dans le même temps, les salaires ont à peu près doublé, c'est à 440.000 anciens francs que devrait se trouver porté l'abattement à la base s'il avait suivi la même progression.

Quoi qu'il en soit, grâce à cette filouterie fis-

cale, délibérément imposée et maintenue par tous les gouvernements qui se sont succédé — et acceptée par les centrales syndicales — la ponction fiscale, qui atteint surtout les petits budgets et fait passer, de la manière indiquée plus haut, de nombreux contribuables dans les branches d'impositions supérieures, a augmenté en dix ans deux fois plus que le coût de la vie (1).

## LES DEUX MAMELLES DU FISC

Le gouvernement gagne ainsi sur les deux tableaux. D'une part, accroissement des impôts directs résultant des augmentations de salaires et d'autre part, gonflement des impôts indirects consécutifs à la hausse des prix.

Car il faut se rappeler qu'il utilise aussi les commerçants et les industriels comme collecteurs d'impôts, sachant fort bien qu'ils incorporent les taxes et impôts dans leur prix de revient et les récupèrent — en en majorant souvent l'incidence — sur les consommateurs. C'est pourquoi le salarié qui, lui, doit garder l'impôt à sa charge et s'efforce, par son action revendicative, de maintenir son pouvoir d'achat, se retrouve en définitive Gros-Jean comme devant.

Mais où cette escroquerie devient proprement scandaleuse et prend le caractère d'une iniquité criante, c'est lorsqu'elle permet l'amputation de salaires déjà reconnus comme notoirement insuffisants par ce même gouvernement, ceux des « moins favorisés » dont il prétend vouloir relever la condition misérable.

Ils sont plusieurs millions : tous ceux qui sont au bas de l'échelle des salaires et des pensions, les « smigards », les petits retraités-vieillesse, les pensionnés accidentés du travail, les mineurs silicosés mis au rebut prématurément, etc., que le fisc n'aurait pu atteindre si le plancher fiscal avait suivi la progressivité des augmentations de prix et de salaires.

Par ce stratagème on arrive à ce résultat que l'impôt sur le revenu, destiné en principe à corriger les inégalités sociales, au lieu d'être payé par ceux qui possèdent, est, en majeure partie, payé par ceux qui n'ont rien.

Si bien que les rentrées fiscales se sont accrues à tel point qu'on pouvait lire dans le journal financier *La Cote Desfossés* du 21 novembre 1963 l'information suivante (2) :

*Le ministre des Finances nous a appris que les contribuables s'étaient acquittés cette année de leur dette envers l'Etat avec un tel empressement que les prévisions les plus optimistes dans ce domaine ont été dépassées, les plus-values des recettes fiscales ayant atteint le chiffre de 1,5 milliard de francs. Mais pour prévenir tout espoir insensé qui aurait pu germer dans l'esprit de ceux-ci de se voir rembourser le trop-perçu, le ministre ajoutait, sans tarder, qu'un effort avait été fait par ses services pour trouver des dépenses nouvelles destinées à absorber cette manne céleste.*

Après un pareil bilan, on ne sait ce qui est le

(1) Les statistiques du ministère des Finances montrent que pour une masse de salaires accrue (en monnaie fondante) de 112,5 pour cent, de 1953 à 1961, l'impôt correspondant, porté sur les feuilles d'impôt de 1954 à 1962, a augmenté de 199,1 pour cent.

(2) Citée par « Le Canard enchaîné » du 27 novembre 1963.

plus admirable : le cynisme triomphant de notre grand argentier ou l'incroyable patience des victimes de l'austérité à sens unique.

Quelle consolation pourtant pour les spoliés d'appréhender que, grâce à « l'effort » des services financiers de M. le ministre — qui, vraiment, en a de bien bonnes — pour utiliser le trop-perçu de la resquille fiscale, les déplacements spectaculaires et les réceptions somptuaires de Sa Grandeur pourront se poursuivre sans aléas et que le gouffre de Pierrelatte pour la force de frappe — qui a déjà englouti plusieurs centaines de milliards d'anciens francs — pourra recevoir de nouveaux crédits.

Comment ne comprennent-ils pas que, pour le grand œuvre du maître de l'Elysée, les besoins sont immenses ? Aussi admettra-t-on difficilement en haut lieu qu'il puisse être question de revenir en arrière, bien au contraire. Pourquoi d'ailleurs se gênerait-on ? La hargne et la grogne habitent les plus touchés — et les autres — mais puisque rien ne bouge à cet égard, il n'y a pas de raison de s'arrêter en si bon chemin. Le ministre des Finances l'a si bien compris qu'il nous annonce que, pour 1964, on fera mieux : c'est 30 pour cent d'impôts supplémentaires qui, cette fois, seront prélevés sur la masse imposable du fait de la progression des salaires et du passage d'une partie d'entre eux dans les tranches supérieures.

Est-il donc fatal que la marée fiscale, ne rencontrant aucun obstacle sérieux, doive indéfiniment dépouiller les plus démunis pour augmenter chaque année le pourcentage de ses prélèvements ?

Il faut, à ce propos, rappeler que l'injustice de ce système était apparue tellement insupportable que le gouvernement avait prévu son abolition dans la loi de Finances de 1961 qui, en outre, spécifiait que l'abattement à la base et les tranches de majoration seraient liés à l'évolution de l'indice des prix, tout comme le S.M.I.G.

Mais, comme on a pu le constater, jusqu'à ce jour ces dispositions sont restées lettre morte et le gouvernement s'est bien gardé d'assurer l'application d'une mesure qui eût sensiblement allégé sa trésorerie.

Dans ces conditions, devant une mauvaise foi et une mauvaise volonté aussi évidentes, quel recours reste-t-il aux victimes de cet état de choses, particulièrement celles des bas salaires, sinon celui du refus de l'impôt inique ? Mais le refus individuel comporte des sanctions contre lesquelles sont désarmés les spoliés de l'impôt.

C'est à leurs mandataires syndicaux d'agir. Ne se sentent-ils pas mauvaise conscience et le besoin de se réhabiliter auprès de leurs mandants d'avoir laissé aussi longtemps se perpétuer les révoltants abus du fisc au détriment des intérêts qu'ils avaient pour mission de défendre ? Trop longtemps ils se sont déchargés sur les partis de l'opposition et leurs porte-parole aux assemblées parlementaires de leurs responsabilités. La mise au rancart de ceux-ci par le prince leur dicte désormais une conduite plus conséquente.

Entre les syndicats ouvriers et le pouvoir, c'est maintenant — selon la formule du Clemenceau de la bonne époque — une question de force.

Et puisqu'ils revendiquent aujourd'hui le salaire mensuel à 60.000 anciens francs, minimum vital considéré par eux comme indispensable eu égard aux nouvelles conditions de vie, et donc incompressible, on veut croire que ce n'est pas là seulement, de leur part, un slogan démagogique. En toute logique, ils ne sauraient donc tolérer que l'on retranche sur ce minimum. Ce qui suppose deux exigences :

1° que l'exonération fiscale à la base soit portée à :  $60.000 \times 12 = 720.000$  francs ;

2° que soit effectivement appliquée la loi de Finances de 1961 concernant l'indexation sur l'in-

dice des prix de l'exonération à la base et des tranches supérieures de majoration.

Bien qu'ils aient laissé, cette fois encore, passer la loi de Finances pour 1964 sans éprouver le besoin d'intervenir, nous allons entrer en février dans une période où l'opinion ouvrière sera sensibilisée par le rappel des impositions. Le moment est donc propice pour rappeler les tenants du pouvoir au respect des engagements pris en 1961 et mener à cette fin la campagne nécessaire pour mettre à la raison un gouvernement qui se permet de poser des lapins à ses rendez-vous avec la désinvolture que l'on sait, et ne supporte en revanche aucune dérobade de ses assujettis.

#### POUR UNE ACTION DIRECTE

Si elles savaient faire taire un moment leurs querelles de boutiques pour mener ensemble, comme elles le firent lors de la grève des mineurs, l'action qui s'impose, les directions syndicales auraient toutes chances d'empêcher une nouvelle spoliation gouvernementale.

A cet effet, il a déjà été rappelé ici — mais ne faut-il pas savoir se répéter plusieurs fois afin de bien enfoncer le clou ? — une méthode d'action directe qui a fait ses preuves, il y a quelques années dans le Maine-et-Loire où une Union départementale de syndicats prit la responsabilité de rassembler quelques milliers de feuilles d'impôt de ses adhérents impécunieux. Le résultat fut que le fisc alerté, de crainte que l'exemple ne se propage, crut bon de limiter les dégâts en se montrant « très compréhensif ».

Nous posons alors la question : quel est le responsable syndical, quelle est l'organisation qui prendra l'initiative de proposer une table ronde avec cet objectif : signifier aux tenants du régime qu'ils n'aient plus à compter désormais sur les impôts des salariés touchant au-dessous de 720.000 anciens francs de salaire annuel ? En les avisant de surcroît, qu'au cas où cette revendication plus que légitime serait refusée, ils inviteraient les assujettis à leur retourner leurs feuilles d'imposition dès réception, s'engageant eux-mêmes à prendre la responsabilité des suites de ce refus.

Certes, l'enjeu est de taille puisqu'il suppose l'exonération d'impôts d'une fraction importante des contribuables salariés et que l'Etat entend bien maintenir cet impôt sur la misère dont l'abandon risquerait de contrarier les desseins ambitieux du mégalomane dont les rêves d'hégémonie absorbent toutes les disponibilités.

Alors que les nantis ont mille et un moyens d'échapper à leurs obligations, au préjudice du fisc, tandis que la fraude fiscale s'étale impunément au su et au vu des services du Trésor et que les souscripteurs aux emprunts d'Etat bénéficient d'une exonération d'impôt sur les intérêts desdits emprunts qui favorise les contribuables les plus aisés, banquiers et autres magnats d'affaires, une campagne vigoureusement menée pour la grève de l'impôt sur les bas salaires rencontrerait l'adhésion enthousiaste des éternels sacrifiés aux intérêts de la caste privilégiée.

Il n'est que temps de clore par une action d'envie la série des occasions manquées résultant de nos luttes intestines.

Et puisque le gouvernement nous donne l'exemple en reniant ses engagements et en repoussant les revendications les plus légitimes tout en prêchant la patience à ceux qui n'en peuvent déjà plus d'attendre — même aux plus indigents : les vieux à moins de 4 NF par jour — sachons lui rendre la pareille en refusant de nous prêter plus longtemps à ce rôle de dupes qui consiste à donner d'une main ce qu'on a si laborieusement arraché de l'autre.

N. FAUCIER.

# A LA RECHERCHE DU VRAI SOCIALISME

Nous entrons dans l'année 1964. Non sans quel- que mélancolie, nous allons commémorer dans quelques mois le cinquantième anniversaire du grand tournant de 1914, le vingtième anniversaire de la Libération de Paris, c'est-à-dire du commencement de la fin du Troisième Reich, le dixième anniversaire de l'explosion algérienne. Il y a dix ans aussi Khrouchtchev perçait sous Malenkov.

Sommes-nous, depuis le traité de Moscou consacrant la fin des expériences nucléaires, depuis la scission idéologique prolongée en véritable compétition « impérialiste » entre Moscou et Pékin, entrés dans une ère nouvelle : celle de la coexistence pacifique, du schisme communiste, peut-être du barrage « blanc » contre les Jaunes et les Noirs ? Ce sont des questions que se posent tous les politiciens occidentaux de droite et de gauche. Et les redoutables proclamations de Charlemagne, moins inquiétantes que ses ondulantes démarches entre l'Amérique et l'Europe, entre l'U.R.S.S. et la Chine, enveloppent notre politique étrangère dans une nébuleuse que contemplant les stratèges et les chroniqueurs avec une attention égale à celle des Hébreux levant leurs regards anxieux vers le sommet du Sinaï...

Les jeunes ne se passionnent plus pour des idées ? On s'en réjouirait si l'on fixait ses études, recherches et controverses sur des réalités. On le regretterait s'il s'agissait de se passionner pour des hommes... apparemment grands. On le déploierait si le mépris pour les idées n'était déterminé que par l'intérêt accordé à des réalités immédiates et sordides. Le désir de sécurité égoïste s'accorde fort bien avec la confiance en... Charlemagne, ou la sympathie pour un Khrouchtchev qui en son dernier message tend le rameau d'olivier aux hommes de bonne volonté. Mais le pacifisme, ce n'est pas la peur de la guerre. Et l'idée socialiste, l'idée internationaliste méritent que l'on se passionne encore pour elles, à condition que l'on s'accorde d'abord sur leur définition et leur valeur...

Faut-il demander à un professeur — d'une intelligence supérieure, mais assez éloigné de nous par son activité et ses tendances — une analyse sérieuse de l'idée socialiste, la recherche des notions, conceptions, réalités que l'on peut retrouver et déceler sous le terme de « socialisme » ?

Preuves de janvier 1964 publiée des « *Réflexions sur l'idée socialiste* » de Raymond Aron, qui a repris sous ce titre l'essentiel d'une conférence prononcée récemment à Berlin-Ouest, lors de la commémoration du dixième anniversaire de la mort d'Ernst Reuter, ancien bourgmestre de la ville.

Raymond Aron ne manque pas de rappeler que le marxisme triomphant des autres écoles socialistes s'apparente à celles-ci en qualité d'héritier de la Révolution française, qu'il voulait « non renier mais accomplir ». « *L'émancipation politique constitue un grand progrès. Elle est la dernière forme de l'émancipation humaine dans les cadres de l'ordre social actuel. Mais elle n'est pas la dernière forme de l'émancipation humaine, car celle-ci doit se réaliser par le renversement des conditions sociales, où l'homme est un être abaissé, asservi, abandonné, méprisable.* » Il est banal aujourd'hui de constater que la révolution industrielle du XIX<sup>e</sup> siècle « *en Grande-Bretagne et en France provoquait le scandale.* » Jamais la capacité de produire n'avait progressé à une telle allure ; jamais la richesse d'une minorité ne s'était accumulée avec une telle abondance. Jamais les masses n'avaient été aussi misérables, jamais on n'avait vu

*les femmes et les enfants asservis à leur tour « à des machines ».*

Sans doute retrouve-t-on dans le socialisme aussi bien l'accomplissement de la Révolution française, que la résistance aux maux incalculables provoqués par la révolution industrielle. Cependant ce qui n'était qu'aspiration abstraite et vague, que doléances ou révoltes, a abouti à une prise de conscience ouvrière, que Marx a utilisée plus qu'il ne l'a provoquée. Raymond Aron n'ignore certainement pas que le chartisme, le travailisme et les mouvements prolétariens français ont précédé aussi bien le Manifeste des Communistes, que l'Adresse inaugurale de la Première Internationale.

Le système marxiste a-t-il élargi ou dévoyé la revendication ouvrière spontanée ? Nous en débattons encore aujourd'hui. Ce qui ne nous paraît pas discutable : c'est que le socialisme ne pouvait se concevoir qu'après la victoire de la bourgeoisie et l'instauration de la démocratie politique — lors de l'industrialisation, qu'il n'aurait pu s'affirmer sans être porté par le mouvement ouvrier.

Convient-il aujourd'hui de juger tous les socialismes selon de tels critères ? On ne peut guère affirmer avec certitude que l'avènement d'une bourgeoisie nationale, économiquement puissante et politiquement mûre s'impose comme une étape nécessaire. Mais un socialisme qui ne dépende pas de l'industrialisation nous paraît absurde a priori. Et sans un mouvement ouvrier indépendant, le socialisme, tel que nous l'observons aujourd'hui, se présente sous la forme d'une monstrueuse tyrannie totalitaire.

## DES JACOBINS QUI ONT REUSSI

Il est aussi facile à Raymond Aron de souligner la dualité que renferme l'héritage de la Révolution française : « *une tendance à un Etat constitutionnel représentatif et libéral, une autre qui, victime des moyens employés, du dynamisme de la violence et de la peur et aussi de la démesure de ses ambitions édifie des despotismes temporaires sur les ruines de la monarchie absolue.* » Idée valable, empruntée à l'historien italien Guglielmo Ferrero. On est tenté de l'appliquer aux deux socialismes et d'expliquer ainsi la tragique déception de ceux qui posent, selon Marx, que « *l'homme est pour l'homme l'être suprême* », ont vu se constituer, au nom de la même critique radicale de la société capitaliste, un Etat — qui loin de déperir, parce que d'origine socialiste, comme le voulait Marx — est devenu totalitaire et tyrannique.

Faut-il pousser jusqu'à sa conclusion logique, l'analogie entre le jacobinisme et le bolchevisme et affirmer que « *les bolcheviks sont des jacobins, qui ont réussi, c'est-à-dire duré* » ? Mais le jacobinisme était-il conçu pour durer... ou comme une nécessité temporaire ? En sautant de Lenine à Staline, le bolchevisme n'a-t-il pas justement perdu sa raison d'être ? Il est difficile d'imaginer Robespierre, au-delà du 9 Thermidor, Lenine, au-delà du 21 janvier 1924. L'un et l'autre auraient-ils assoupli leur système, ou même auraient-ils volontairement abandonné leur autorité suprême ? Nous ne le savons pas plus que Raymond Aron. Mais celui-ci peut simplement constater avec nous que Bonaparte ne triompha qu'après l'écrasement du jacobinisme — que Staline ne s'imposa qu'après avoir brûlé le testament de Lenine.

Il n'est pas en effet de critique à la fois plus vaine et plus dangereuse du stalinisme que celle

qui l'associe au marxisme. Vaine, car on entretient ainsi chez des intellectuels plus marxistes que marxologues (1), le mythe du mal nécessaire, de la fin justifiant les moyens. Dangereuse, car pour des millions de travailleurs il n'est pas de socialisme hors de Marx, et en associant Marx, Lenine, Staline, Khrouchtchev, Mao Tsé-toung, le prestige du premier couvre et protège tous les autres.

Ce qui nous paraît beaucoup plus exact et beaucoup plus efficace, c'est au contraire de découvrir dans le système soviétique, les caractères mêmes de la révolution industrielle, capitaliste. « *Les premiers plans quinquennaux et la collectivisation agricole ajoutèrent des chapitres inédits au martyrologe de l'espèce humaine.* » Nous sommes d'accord, bien sûr, et nous l'avons dit. Mais est-ce différence qualitative ou seulement quantitative dans les aspects de « *l'industrialisation primaire* » ? Outre que l'exploitation coloniale, lors de l'essor des impérialismes aboutit à un mépris de l'homme au moins égal à celui des « réalisations staliennes », c'est peut-être — faut-il le répéter ? — une accélération du rythme qui explique aussi bien les aberrations et les atrocités de l'hitlérisme et du stalinisme.

Rien en effet n'est plus contraire à la critique marxiste que cette société soviétique qui repose « *sur le dogmatisme de l'identité entre la classe et le parti, de la liberté du prolétariat confondue avec la toute-puissance du parti* ». Mais une mythologie aussi monstrueuse persiste même dans nos démocraties occidentales — où le patriotisme s'est souvent confondu avec la défense du dividende, où la Patrie s'est incarnée dans un homme providentiel, où la civilisation postule la supériorité de l'Homme blanc. Il est également vrai que l'Etat en Union Soviétique prélève « *une énorme plus-value par l'intermédiaire des impôts sur le chiffre d'affaires — qu'aucune économie ne ressemble davantage à celle que Marx caractérisait par la formule : « Accumulez, accumulez, c'est la loi et les Prophètes ! »* ». Ce qui revient à dire que le capitalisme d'Etat soviétique se présente comme un capitalisme plus insatiable et plus impitoyable que le capitalisme classique. Ce qui revient à démontrer qu'ils sont tous deux de même nature — et que la condamnation de celui-là découle logiquement de celle de celui-ci.

Raymond Aron peut aussi ironiser sur « *l'anarchisme proprement grotesque des thèses dites « marxistes-léninistes » sur la paupérisation et les monopoles.* Et on ne peut le lui reprocher. Car il a incontestablement raison. Prétendre que dans les pays industriels, la condition ouvrière s'est constamment aggravée, c'est bafouer la vérité la plus élémentaire et le bon sens le plus grossier. Prétendre que l'impérialisme est la dernière étape du capitalisme, et que celui-ci ne pourrait survivre à l'écroulement des empires coloniaux... c'est infliger au nom des nécessités de la propagande, le plus ahurissant démenti à des évidences brutes. Jamais l'expansion industrielle de l'Europe ne fut plus rapide et plus dense que dans la période qui suivit l'écroulement de l'empire hitlérien, la dissociation de l'empire britannique, la rupture de l'Union française... Les thèses communistes officielles sur l'échec certain du « Marché Commun » furent-elles l'expression de certitudes doctrinales ou un programme stratégique d'offensive et de sabotage ? La réalité leur inflige désaveu et défaite. Que le Marché Commun continue et se consolide, malgré les manœuvres carolingiennes, prouve qu'il est sorti des incertitudes et des aléas du provisoire.

(1) Le marxiste est un croyant de la religion marxiste. Le marxologue, un intellectuel qui étudie le marxisme.

Si l'on s'en tenait à l'arbitraire conflit idéologique entre les deux « blocs », on pourrait encore compter comme une victoire du « capitalisme » sur le « socialisme », la progression économique de Berlin-Ouest, qui a surmonté la crise — fort grave — provoquée par l'érection du « mur de la honte », le 13 août 1961. En 1959 « le plein emploi » était atteint à Berlin-Ouest qui disposait de plus de 50.000 frontaliers venus de zone orientale. Perte de main-d'œuvre qui ne fut pas facilement compensée. D'autre part, de légitimes inquiétudes quant au sort de la ville enfermée dans la zone vassalisée de Pankov pouvaient affaiblir dangereusement ses capacités industrielles et commerciales.

Or il semble aujourd'hui que Berlin-Ouest est redevenu le centre industriel le plus actif de la République fédérale — qu'il fournit les deux tiers des approvisionnements de celle-ci en vêtements, 63 % de ceux en électrotechnique, le quart des achats fédéraux pour les produits des industries de l'alimentation, des boissons et du tabac. On ajoute même que Berlin-Ouest dispose encore d'importantes capacités disponibles, qu'elle peut en de nombreux domaines surpasser les possibilités de l'industrie ouest-allemande.

Si l'on oppose à ces succès, ce que l'on décèle aujourd'hui de contradictions et de craquements dans le « Comecon » dirigé par Moscou, les échecs chinois que les « flonflons » de la propagande dissimulent mal, les redoutables difficultés de l'U.R.S.S. dans ses approvisionnements, on comprend la satisfaction de tous les apologistes du système de la libre entreprise capitaliste. Au reste, l'existence même du rideau de fer, la crainte des influences... « étrangères et bourgeoises » dans le monde dit socialiste, le mouvement à sens unique des déserteurs et réfugiés, souligneraient sans nul doute la faillite du socialisme... Si...

Si l'on continue à distinguer ainsi entre le capitalisme et le socialisme. Bien au contraire, si l'on s'en tient à notre interprétation, à savoir l'identité profonde des deux systèmes, on en tirera une double conclusion. D'abord que l'étatisme aggrave les maux et les contradictions du capitalisme. Ensuite que la résistance à l'exploitation et à l'oppression n'est possible que s'il existe un mouvement ouvrier libre.

Ceci en effet conditionne les progrès économiques et sociaux en Occident. Bien entendu, il est impossible de le prouver. On peut simplement noter la corrélation des deux courbes — la paralysie et la stagnation, lorsque les syndicats sont interdits ou colonisés. Si nous avons quelque goût pour la schématisation, nous pourrions risquer quelques équivalences :

Socialisme = mouvement ouvrier libre.

Etatisme = capitalisme d'Etat + dogme socialiste — mouvement ouvrier libre

donc

Etatisme = capitalisme — mouvement ouvrier libre

= capitalisme renforcé = dogme socialiste + réalité antisocialiste.

Capitalisme libéral = capitalisme + mouvement ouvrier libre

= capitalisme + dogme capitaliste + espoir socialiste.

Bien entendu, il s'agit d'un espoir. Il serait absurde de prétendre que le socialisme se réalise dans un régime capitaliste et libéral (au moins relativement) parce que les libertés ouvrières sont respectées. Ce sont simplement des possibilités plus ou moins réduites. Et nous aboutissons naturellement à cette autre conclusion : que la réalisation socialiste dépend de la volonté ouvrière. Essentiellement et peut-être exclusivement. Sous un régime totalitaire, cette volonté ne peut s'affirmer

que par la résistance passive, la rébellion ou la révolte. Mais sous un régime où droits et libertés s'équilibrent, où la stabilité économique et sociale réduit les conflits sociaux à de simples procédures juridiques et légales le socialisme n'apparaît plus que dans des programmes électoraux, des disputes de clubs, des velléités gouvernementales. Les syndicats souffrent rapidement de l'ankylose bureaucratique. Et parce qu'on ne progresse plus, lorsque l'on craint le mouvement qui dérange les situations et compromet la sécurité des états-majors, la classe ouvrière se condamne à perdre ses avantages, parce qu'elle n'ambitionne plus de les dépasser. Raymond Aron qui sait déjà beaucoup de choses et qui comprend tout ce qu'il voit et entend, a certainement lu l'article de Louis Mercier, paru dans le même numéro de *Preuves*, sur « *l'Uruguay, paradis manqué* ». Curieuse illustration de ses propos sur la contradiction entre les réformes et la Révolution. On accepte ici, sans trop de réserves, sa thèse sur la vanité des révolutions dites socialistes, conçues sur le modèle soviétique.

Mais l'émancipation politique, qui prépare l'émancipation humaine — selon Marx — aurait-elle pu s'accomplir, sans un esprit révolutionnaire, que le jacobinisme a provisoirement incarné ?

Et toutes les réformes sociales dont Raymond Aron honore les régimes démocratiques n'ont-elles pas été portées par des courants révolutionnaires, comme les alluvions des vallées inférieures arrachées par les eaux torrentielles aux pentes des montagnes ?

L'histoire des luttes ouvrières en Angleterre, en France, aux Etats-Unis n'a-t-elle pas débuté par des batailles sanglantes ? C'est vrai aussi pour l'émancipation des peuples colonisés. Presque toutes les réformes dont on jouit aujourd'hui ont surgi d'abord de proclamations révolutionnaires. On rêvait d'une Cité socialiste, on a réalisé simplement les limites à l'exploitation des travailleurs, on a modestement « humanisé les rapports sociaux ».

Ce n'est déjà pas si mal après tout. Des gens pratiques comme les Américains l'ont dit dans un dicton fort sage : « *Il faut viser les étoiles, même si on ne doit atteindre que le linteau de la porte.* »

## RENAISSANCE DE L'INTERNATIONALE

C'est là cependant que nos voies divergent. Nous constatons, non sans quelque déchirement, la faillite de ce que l'on appelle encore aujourd'hui le socialisme, tel qu'il se présente à l'Est européen et asiatique. Nous subordonnons la réalisation du socialisme à la conscience et à la volonté ouvrières et nous constatons encore qu'à l'Occident cette conscience sommeille et que cette volonté ne se traduit toujours que par des effusions verbales et des slogans absurdes et vains. Mais nous ne renions pas l'idée de Révolution. Nous restons solidaires de la Révolution d'octobre, parce qu'elle fut la seule issue possible pour sortir des ruines accumulées par un régime qui s'écroulait et une guerre qui se prolongeait en d'atroces absurdités. Et justement cet esprit révolutionnaire, s'il avait survécu au triomphe du bolchevisme, aurait évité la contre-révolution stalinienne et sans doute la monstrueuse aberration hitlérienne. Et même si la normalisation du régime soviétique ne peut aboutir qu'à un alignement sur notre pauvre démocratie occidentale, nous pensons encore que le régime totalitaire ne s'écroulera que lorsque l'espoir révolutionnaire « chantera » dans les cœurs des travailleurs russes.

Il serait utile sans doute de définir exactement l'esprit révolutionnaire. Contentons-nous en ce propos de l'opposer à l'esprit conservateur. Romain Rolland parle dans *Jean-Christophe* du « pessimisme enivré » des syndicalistes de 1906. C'est peut-

être un peu trop littéraire. Mais cela implique le refus de la stabilité, de la sécurité optimiste, du soulagement fataliste. C'est la vertu même du dynamisme qui rejette aussi bien la passivité du « *cela durera bien autant que nous* », que celle du doctrinaire de la fameuse tribu des « *Nyaka* »... toujours prête à justifier ses dérobades et ses lâchetés par le verbalisme inoffensif : « *faire grève... manifester... allons donc ! c'est absurde. Il n'y a qu'à faire la Révolution...* » à laquelle on rêve, le dos au feu et les pieds dans les pantoufles !

Il est un domaine où nous nous rencontrons encore avec Raymond Aron. C'est lorsqu'il caractérise ainsi le pacifisme de Khrouchtchev :

« *...la détente par laquelle M. Khrouchtchev veut obtenir la consécration du statu quo territorial et idéologique en Europe, qu'il n'a pu arracher par le blocus, ni par la menace* ».

Le message de Nouvel An du Premier Soviétique confirme en fait cette interprétation. Certes, il reconnaît que des solutions s'imposent pour éliminer les points névralgiques et préparer l'unification des pays arbitrairement divisés : l'Allemagne, le Vietnam, la Corée... Comment ? En mettant fin aux occupations militaires, en laissant décider souverainement les peuples et les gouvernements. On sait bien ce que cela signifie. On sait ce que représentent exactement les gouvernements que M. Khrouchtchev entend maintenir en place. On sait aussi comment les communistes soviétiques ou chinois savent camoufler une intervention militaire en... « *soulèvement populaire* ». Mais ce n'est pas aux chancelleries occidentales, aux diplomates de l'O.N.U. qu'il faut laisser l'initiative de la riposte. Il faudrait une véritable Internationale ouvrière, capable de toucher les peuples, par-delà les gouvernements et les frontières des Etats, ne réclamant aux dirigeants du Monde Libre que la pleine liberté d'expression et d'intervention.

Elle seule pourrait répondre à M. Khrouchtchev et à M. Mao Tsé-toung : « *Les droits des peuples à disposer librement d'eux-mêmes ? L'autodétermination des peuples colonisés ou divisés ? Pleinement d'accord. Mais alors il faut que l'on puisse entendre ces peuples, que la consultation soit totalement libre, que les partis et les syndicats puissent s'organiser librement, que l'on accorde droit de cité à toutes les opinions, à toutes les minorités, que se dégage une majorité incontestable, à la suite de confrontations dont on ne pourra suspecter la loyauté. Et pour que toutes les opérations préalables se déroulent dans les meilleures conditions possibles, il convient d'en assurer le contrôle par des délégations internationales choisies dans les Etats ou les institutions d'une neutralité indiscutable.* »

Nous voulons bien reconnaître la naïveté d'une telle ambition. Si puissante qu'elle soit, une Internationale ouvrière ne réussirait certainement pas à obtenir l'adhésion des gouvernements dits socialistes, pas même des gouvernements dits libéraux. Mais c'est justement parce qu'il est aussi facile de faire adopter ces propositions par les pacifistes de bonne foi que difficile d'obtenir l'adhésion des maîtres de la politique internationale, qu'une telle attitude exige la renaissance d'un véritable esprit révolutionnaire. Il est une formule de Marx plus pertinente et plus efficace que toutes ses études et toutes ses prophéties : « *Il ne s'agit plus de comprendre le monde, mais de le transformer.* » Actuellement, en notre temps d'aventures cosmiques, tout esprit clairvoyant comprend parfaitement que le temps des nations, des Etats nationaux est révolu. Ce qui manque, c'est la volonté de transformer le monde pour qu'il devienne tel qu'on l'a compris. N'est-ce pas suffisant pour passionner la Jeunesse ?...

Roger HAGNAUER.

# LE DROIT D'ASILE EN DANGER

Devant un dossier vide, le juge d'instruction ou la Chambre des Mises en accusation ont mis en liberté provisoire 15 militants espagnols sur les 21 incarcérés en septembre dernier. Ils l'avaient été — disons le mot — sur requête du gouvernement de Franco.

Six de nos camarades sont encore en prison au moment où nous écrivons ces lignes. Nous ne devons pas les oublier. Pour eux aussi, le dossier n'est pas plus nourri. Nous ne devons pas cesser notre action de solidarité pour qu'ils retrouvent rapidement une liberté qu'ils n'auraient jamais dû perdre.

**MAIS VOILA QUI EST PLUS GRAVE.** On a signifié aux militants syndicalistes, libérés provisoirement, un arrêté d'expulsion ! Les autorités n'ont pas encore considéré cet arrêté comme exécutoire, mais elles ont assigné à résidence nos camarades, et cela dans un lieu situé loin de leur domicile habituel, de leur famille, de leur travail !

Les organisations syndicales françaises ne peuvent tolérer une telle mesure. Elles se doivent de

protéger l'exercice réel du droit d'asile pour d'honnêtes travailleurs.

Pour le moment, grâce à l'intervention de notre ami, M<sup>r</sup> Dechézelles, avocat des Espagnols, un recours suspensif a été déposé devant la Commission des réfugiés qui siège près du Conseil d'Etat. Nos camarades jouissent en effet du statut de réfugiés.

Nous ne voulons pas croire que l'insupportable décision administrative sera appliquée aux militants espagnols. Après leur avoir rendu provisoirement la liberté, on la leur reprendrait en fait en les exilant du lieu où ils travaillaient et où ils sont établis depuis longtemps, bouleversant leurs conditions d'existence et les privant immédiatement du travail qui les fait vivre.

Que tous nos camarades, que toutes les organisations où ils sont présents, veillent à la sauvegarde de nos camarades espagnols réfugiés ! La vengeance et la peur de Franco ne doivent pas les poursuivre sur la terre d'asile où nous sommes tous responsables de leur liberté et de leur sécurité.

## GRÈVE DES TRAMINOTS DE NANTES, GRAVE MENACE SUR LES MÉTALLURGISTES DES CHANTIERS NAVALS

Au moment où nous écrivons ces lignes, les employés des transports urbains nantais sont en grève depuis plus d'un mois. Toute la population laborieuse de la capitale de la Loire-Atlantique est affectée par ce mouvement auquel elle manifeste d'ailleurs sa solidarité.

Mais la situation dans les chantiers navals ne manque pas non plus d'être très préoccupante. On annonçait le 8 janvier des réductions d'horaires de 48 à 44 heures. Quand on sait que la vie des travailleurs est actuellement assurée par ces heures supplémentaires dont le salaire est majoré, on comprend ce que signifie cette réduction du temps de travail.

Aux Chantiers de l'Atlantique, à Saint-Nazaire, la situation s'annonce plus grave encore. La direction a convoqué le Comité d'entreprise pour la fin de ce mois afin de lui soumettre des propositions de licenciements et de réductions d'horaires. Ceux-ci ramèneraient à quarante heures la durée hebdomadaire du travail, qui est actuellement de quarante-huit heures. Nous ne pourrions qu'approuver s'il s'agissait, en accord avec la revendication syndicale, d'une réduction du temps de travail sans diminution de salaire. Quant aux licenciements jugés nécessaires, ils porteraient sur plusieurs centaines de travailleurs. Les Chantiers de l'Atlantique emploient actuellement 6.650 travailleurs (ils étaient 8.625 en 1956) dont 2.200 « mensuels ». Les répercussions de ces licenciements seraient, paraît-il, atténuées par les dispositions du Fonds National de l'Emploi qui trouveraient ici une première application.

Les raisons invoquées par la Direction reposent sur une réduction de l'activité dans « l'armement ». Le carnet de commandes est normal pour la construction de cargos et de bateaux marchands ; mais, après le lancement en février du navire israélien « Shalom », il sera vide pour les paquebots. Or, c'est le type de navire qui comporte un important

travail d'armement, c'est-à-dire d'aménagements intérieurs faisant appel à de nombreux corps de métiers. En dehors du secteur de la tôlerie, la Direction juge les licenciements inévitables.

Il y a longtemps que la question de la reconversion de l'industrie de la Loire-Atlantique est posée. Nous allons demander à nos camarades de Nantes et de Saint-Nazaire de nous donner leur position sur ce grave problème et de nous communiquer une documentation plus complète. Nous pensons pouvoir donner dans notre prochain numéro une étude sur la situation de l'emploi dans la Loire-Atlantique.

## LES "CAHIERS FERNAND PELLOUTIER" CESSENT DE PARAITRE

*Le Bureau confédéral F.O. a décidé de suspendre, à partir de janvier 1964, la parution des « Cahiers Fernand Pelloutier ». Il s'agissait d'une publication ronéotypée mensuelle qui se désignait elle-même comme « cahiers de recherche et de libre discussion sur les problèmes de l'éducation et de l'action ouvrières ». Elle ne manquait pas d'intérêt, mais son contenu était quand même un peu lourd et difficile, un peu intellectuel disons, sans liaison avec l'action immédiate pour laquelle les « Cahiers » n'apportaient que peu de matériaux utilisables. En outre, sa diffusion était assez limitée.*

*« Les Cahiers Fernand Pelloutier » disparaissent donc. Mais la direction confédérale entend reporter son effort d'information sur le bulletin mensuel « Force Ouvrière Informations », actuellement réservé aux seuls secrétaires de syndicats.*

*« Force Ouvrière Informations » doit être transformé et sa diffusion étendue. Nous espérons y trouver nous-mêmes des informations utiles. Nous tiendrons les lecteurs de la « R.P. » au courant de ce que le Bureau confédéral F.O. appelle « un changement dans nos conceptions en matière d'information ».*



# Essai d'explication de l'inflation

Les économistes de tous les pays se préoccupent de plus en plus d'un phénomène qui se manifeste sur toute la planète depuis la veille de la première guerre mondiale et qui persiste malgré toutes les tentatives pour l'enrayer. Ce phénomène, c'est la hausse lente et continue des prix. Cette hausse a évidemment comme conséquence d'entraîner une baisse du pouvoir d'achat de la monnaie. Pour montrer cette baisse du pouvoir d'achat de la monnaie consécutive à la hausse des prix, voici un tableau reproduisant l'évolution de la valeur de la livre sterling depuis 1914, valeur exprimée en shillings de 1914 (1) :

Années	Shillings	Années	Shillings
1914	20,00	1934	14,2
1915	16,3	1935	14,0
1916	13,8	1936	13,7
1917	11,4	1937	13,0
1918	9,10	1938	12,10
1919	9,4	1946	7,7
1920	8,0	1947	7,1
1921	8,10	1948	6,7
1922	10,11	1949	6,5
1923	11,6	1950	6,3
1924	11,5	1951	5,9
1925	11,4	1952	5,5
1926	11,8	1953	5,4
1927	11,11	1954	5,3
1928	12,1	1955	5,1
1929	12,2	1956	4,10
1930	12,8	1957	4,8
1931	13,7	1958	4,7
1932	13,11	1959	4,7
1933	14,3	1960	4,6

On voit à la lecture de ce tableau que le pouvoir d'achat de la livre sterling, malgré quelques mouvements de hausse, n'a cessé, à travers des fluctuations plus ou moins brusques, de baisser. Cette évolution de la baisse du pouvoir d'achat que nous révèle la livre sterling ne lui est pas propre, on pourrait construire le même tableau pour le dollar, le franc ou toute autre monnaie. Ce phénomène est général.

La question qui se pose est donc de savoir d'où vient ce phénomène de l'inflation. Non pas de l'inflation galopante qui en peu de temps anéantit la monnaie d'un pays et dont généralement les causes sont extra-économiques, ce qu'il faut rechercher c'est d'où vient cette inflation lente et continue qui atteint tous les pays et contre laquelle tous les efforts ont échoué.

Pour essayer de comprendre ce phénomène et y trouver une solution, de nombreuses études et enquêtes ont été faites par les gouvernements et les organisations internationales. En 1961, les experts de l'O.C.D.E., au nombre de six, ont établi un rapport sur la question. D'après ce rapport, l'inflation aurait quatre causes qui peuvent jouer simultanément. Ces quatre causes sont les suivantes :

- 1° Les facteurs exceptionnels ou temporaires.
  - 2° L'excès de la demande de biens et de main-d'œuvre.
  - 3° L'augmentation excessive des salaires.
  - 4° L'existence de prix à caractère monopoliste.
- Telles sont donc, selon les experts de l'O.C.D.E.,

les causes de l'inflation. Examinons-les une à une.

La première ne vaut que pour expliquer une inflation sporadique et localisée dans le temps et dans l'espace. S'agissant de facteurs exceptionnels ou temporaires, cette cause ne saurait expliquer l'inflation lente et continue que nous constatons.

La deuxième est une lapalissade, car on sait très bien que si les prix montent c'est parce que la demande augmente plus vite que l'offre. Il reste donc à expliquer pourquoi la demande augmente et le problème demeure entier.

La troisième, sur l'augmentation excessive des salaires se ramène à la deuxième, car cela signifie que la demande dépasse l'offre. Là aussi, il reste à expliquer pourquoi cette augmentation excessive des salaires et le problème est de nouveau entier.

La quatrième cause, par contre, est la vraie cause de l'inflation, comme je m'efforcerais de le démontrer plus loin. Mais les experts de l'O.C.D.E. n'en sont pas du tout convaincus. En effet, après avoir décrit cette cause d'une manière excellente, ils la rejettent comme n'étant pas « la cause originelle de l'inflation ».

\*\*

Il y a un fait qui frappe tout observateur consciencieux de l'évolution des prix : c'est la contradiction entre l'augmentation de la productivité du travail et la hausse des prix. Voici les faits :

D'après un « Bulletin de l'O.C.D.E. », la productivité du travail et les prix ont évolué comme suit dans cinq pays membres de cet organisme (les premiers chiffres indiquent l'augmentation annuelle moyenne de la productivité de 1950 à 1960 ; les seconds traduisent la hausse annuelle moyenne des prix à la consommation de 1953 à 1961) :

France . . . . .	3,9 %	4,1 %
Allemagne . . . . .	5,2 %	1,8 %
Italie . . . . .	4,3 %	2,1 %
Angleterre . . . . .	2,0 %	2,9 %
Etats-Unis . . . . .	2,1 %	1,4 %

Ainsi, comme on peut le voir à la lecture du tableau ci-dessus, nous avons, d'un côté, une augmentation de la productivité du travail et, de l'autre, une augmentation non moins régulière des prix. Or, augmentation de la productivité du travail signifie que pour une même dépense engagée on produit davantage, le résultat est une diminution du coût de la production. Nous devrions donc avoir une baisse des prix et non une hausse. Pourquoi avons-nous une hausse ?

Puisque la productivité du travail a augmenté, cette hausse des prix ne peut pas être attribuée à une hausse du coût de production. Elle pourrait peut-être provenir de l'augmentation des impôts indirects qui s'ajoutent aux prix ? Mais il suffit de comparer l'évolution de ces impôts et des prix dans un même pays ou de pays à pays pour voir qu'il n'en est rien. Serait-ce alors l'augmentation des salaires supérieure à l'augmentation de la productivité du travail, comme le prétendent trop souvent patrons et gouvernements ? « En règle générale, écrit « l'Observateur de l'O.C.D.E. » de janvier de cette année, les gouvernements font valoir qu'une tendance à la hausse des prix est inévitable, si l'augmentation moyenne des salaires et traitements dépasse la limite définie par l'accroissement de la productivité... » Mais les salaires, sauf de rares exceptions, n'augmentent que parce que les prix ont augmenté. Ce n'est donc pas la

(1) « The Times » du 6-12-61.

hausse des salaires qui peut expliquer la hausse des prix, mais le contraire. De fait dans tous les pays, lorsque les travailleurs demandent une augmentation de leurs salaires, c'est toujours parce que les prix ont augmenté. Certes, une fois acquise, l'augmentation des salaires joue un rôle dans la hausse des prix, car le salaire étant un revenu, son augmentation signifie l'augmentation de la demande. Il reste cependant que c'est la hausse des prix qui déclenche la hausse des salaires et non le contraire.

On pourrait aussi penser que l'inflation est due à la création de monnaie sans aucun rapport avec l'évolution de la production. Ce qui peut être le cas avec le déficit budgétaire. En effet, dans ce cas, si le déficit n'est pas couvert par l'emprunt, il y a création de monnaie et, par suite, augmentation de la demande sans qu'il y ait augmentation correspondante de la production, c'est-à-dire de l'offre. Cela peut être aussi le cas du crédit qui, en accélérant la rotation de la monnaie, augmente la demande sans augmentation correspondante de l'offre.

Il est certain que déficit budgétaire et crédit ont une action sur les prix, et qu'il faut en tenir compte. Cependant, s'ils peuvent expliquer une inflation sporadique, une poussée inflammatoire passagère des prix, ils ne peuvent pas expliquer cette hausse lente et continue que nous constatons dans tous les pays. Car la hausse des prix est continue et touche tous les pays (2), alors que le déficit budgétaire n'est pas continu et ne touche pas tous les pays. Quant à l'augmentation de la masse monétaire ou l'accélération de sa rotation, elles ne concordent pas toujours avec la hausse des prix. Par conséquent, tout en sachant que le déficit budgétaire et le crédit peuvent avoir une influence sur le niveau des prix et accélérer l'inflation, je ne les considère pas comme la cause originelle et permanente de l'inflation.

Une autre explication de l'inflation pourrait être donnée par un taux excessif d'investissement, car l'investissement crée une demande immédiate, alors qu'il n'apporte une production qu'à terme. Cette explication est, à mon avis, plus près de la réalité que les autres. Mais il faut expliquer pourquoi il y a investissement excessif d'une manière si régulière. En fait, l'excès d'investissement est lui-même un effet qu'il faut expliquer.

Maintenant que nous avons passé en revue les différentes explications possibles de l'inflation, essayons d'apporter notre explication.

## VALEUR ET PRIX

Les économistes officiels n'ont jamais pu comprendre la différence qu'il y a entre la valeur d'une marchandise et son prix. Depuis Ricardo la science économique n'a fait que s'embourber dans ce domaine pour finalement l'abandonner. Or comme nous allons le voir, c'est de la différence entre la valeur et le prix que résulte l'inflation.

Une marchandise possède une valeur qui s'exprime dans une quantité déterminée de monnaie. Cette quantité de monnaie n'est pas arbitraire, elle est la somme des dépenses qui ont été nécessaires pour produire la marchandise plus le profit normal du producteur. C'est donc dans le procès de production que se forme la valeur de la marchandise. La grandeur de cette valeur est déterminée par la loi qui régit le procès de production, et cette loi c'est la productivité du travail. Plus est grande la productivité du travail, plus est petite la valeur ; inversement, plus est faible la productivité du

travail, plus est grande la valeur. Autrement dit, la valeur de la marchandise varie en raison inverse de la productivité du travail : lorsque celle-ci augmente, la valeur de la marchandise diminue.

Les statistiques citées plus haut nous montrent que la productivité du travail a augmenté ; cela veut donc dire que la valeur des marchandises a diminué. Or, nous constatons que les prix ont augmenté. Pourquoi cela ?

Lorsqu'une marchandise est produite, elle représente une valeur donnée qui s'exprime dans une certaine quantité de monnaie. Mais cette valeur se trouve sous la forme marchandise et non sous la forme argent. Or, le producteur n'a que faire de cette marchandise, ce qu'il lui faut, c'est la transformer en argent. Cette transformation de la marchandise en argent est, pour lui, la condition de la poursuite de son activité productrice. Pour transformer une marchandise en argent, il faut la vendre ; pour la vendre, il faut la porter sur le marché. A partir du moment où une marchandise est mise en vente, elle quitte le domaine de la production pour entrer dans celui de la circulation, c'est-à-dire du marché. Or, la loi qui régit le marché n'est pas la même que celle qui régit la production. La loi qui régit la production, c'est la productivité du travail ; celle qui régit le marché, c'est l'offre et la demande.

Lorsque le producteur porte sa marchandise au marché, celle-ci a une valeur dont la grandeur s'exprime dans une quantité de monnaie déterminée, disons, par exemple, 10. Mais rien n'oblige le producteur à vendre cette marchandise 10, ni l'acheteur à payer ce prix. Le producteur cherchera à la vendre plus de 10 et l'acheteur à la payer moins de 10. Le marché est un champ de bataille sur lequel s'affrontent vendeurs et acheteurs, champ de bataille pacifique, sans doute, mais qui n'en est pas moins la cause de bien des malheurs. Ce qui va décider de l'issue de cette bataille, c'est, comme dans toutes les batailles, le rapport des forces. Et sur le marché, ce rapport des forces s'exprime dans le rapport entre l'offre et la demande. Selon que ce rapport sera favorable à l'offre ou à la demande, le prix auquel la marchandise sera vendue sera supérieur ou inférieur à sa valeur, c'est-à-dire, supérieur ou inférieur à 10, d'après notre exemple.

Voilà le fait important qu'il faut retenir : en raison de ce que la loi qui régit la production n'est pas la même que celle qui régit le marché, il est possible qu'il y ait un écart entre la valeur de la marchandise et le prix dans lequel cette valeur se réalise. Cet écart se produit chaque fois qu'il n'y a pas concordance entre les deux lois. Si la productivité du travail augmente, alors que l'offre reste inférieure à la demande, le prix montera bien que la valeur diminue. Or, l'écart entre la valeur et le prix est la source d'un déséquilibre qui, dans une économie concurrentielle, conduit à une crise et, dans une économie de monopole, conduit à l'inflation.

La valeur d'une marchandise est l'expression monétaire de ce que cette marchandise a coûté pour être produite. Pour qu'il y ait équilibre, il faut qu'elle soit vendue à sa valeur, autrement dit, il faut que valeur et prix soient égaux. Dans notre exemple, puisque la valeur est de 10, il faut que le prix dans lequel elle se réalise sur le marché soit aussi de 10. Sinon, il y a déséquilibre. Et si ce déséquilibre persiste, il provoque une réaction qui s'exprime dans les crises cycliques ou dans l'inflation selon que l'économie est concurrentielle ou de monopole.

Voyons cela d'un peu plus près.

Supposons que la valeur de la marchandise, que

(2) Naturellement, je ne prends en considération que les pays évolués, car pour les autres l'inflation peut avoir d'autres causes.

nous avons exprimée dans la somme de 10, se décompose comme suit :

Matières premières et auxiliaires, usure de l'équipement . . . . .	5
Salaires . . . . .	4
Profit . . . . .	1
Total . . . . .	10

La marchandise arrive sur le marché où elle doit se vendre 10 pour qu'il y ait équilibre, c'est-à-dire pour que le producteur retrouve l'argent qu'il a avancé plus son profit normal qui est la raison de son investissement. Si, sur le marché, la loi de l'offre et de la demande joue en faveur de l'acheteur, la marchandise se vendra en-dessous de 10. Si elle se vend 9,50, il y aura encore un profit de 0,50 et le producteur peut s'en contenter. Si elle se vend 9, il n'y aura plus de profit et le producteur n'aura plus aucun intérêt à poursuivre son activité. Si elle se vend moins de 9, il y aura perte et la production s'arrêtera. Par contre, si le rapport offre-demande joue en faveur du producteur, la marchandise se vendra au-dessus de 10 et le producteur réalisera alors un profit supplémentaire. Supposons que ce rapport soit tel que la marchandise se vende 12. Le producteur réalisera alors un profit total de 3, soit un profit supplémentaire de 2. Seulement, il s'agit là d'un revenu arbitraire qui ne correspond à aucune production supplémentaire. Et comme ce revenu supplémentaire, le producteur va le jeter sur le marché, soit en l'investissant, soit en le consommant, il y aura une augmentation de la demande de matières premières, d'équipement et de biens de consommation, alors qu'il n'y a pas augmentation de la production. Cela aura pour conséquence de créer une situation inflationniste. Et, toutes les fois que le prix dans lequel se réalise la valeur de la production sera supérieur à cette valeur, il y aura une situation inflationniste.

Il nous faut maintenant rechercher comment et pourquoi le prix peut être supérieur à la valeur d'une manière systématique et créer ainsi cette inflation lente et continue que nous constatons.

Dans l'exemple ci-dessus, nous sommes partis d'une situation de déséquilibre puisque nous avons supposé que, sur le marché, la demande était supérieure à l'offre, ce qui a permis de vendre la marchandise 12 au lieu de 10. Nous avons agi ainsi pour montrer les conséquences inflationnistes d'un prix supérieur à la valeur. Mais il est évident qu'il faut pour expliquer le phénomène partir d'une situation d'équilibre, sinon il resterait à expliquer d'où vient le déséquilibre.

Supposons donc une situation d'équilibre, une situation dans laquelle il n'y a pas d'inflation et où, par conséquent, la valeur et le prix correspondent.

On sait que la production comprend deux grands secteurs : les biens de production et les biens de consommation ; dans ces derniers, il faut inclure les services. Entre ces deux secteurs, il y a un rapport de dépendance réciproque : le secteur des biens de consommation a besoin du secteur des biens de production pour ses matières premières et son équipement ; et le secteur des biens de production a besoin du secteur des biens de consommation pour l'existence de ses travailleurs et de ses capitalistes. De cela il résulte qu'entre la production des deux secteurs il doit y avoir un certain rapport. Ce rapport doit être tel que la valeur des biens de production qui représente les salaires et les profits destinés à la consommation doit être égale à la valeur des biens de consommation qui représentent l'amortissement et l'investissement en biens de production du secteur des biens de consommation. Si, par exemple, le secteur

des biens de consommation a besoin d'une valeur X de biens de production pour son amortissement et son investissement, il devra acheter pour une valeur X de biens de production au secteur qui les produit. Si celui-ci a besoin d'un évalueur X de biens de consommation pour satisfaire les besoins de ses salariés et de ses capitalistes, il devra acheter pour une valeur X de biens de consommation au secteur qui les produit. Pour qu'il y ait équilibre dans cet échange entre les deux secteurs, il faut que les deux X soient égaux. Autrement dit, il faut que la somme de l'amortissement et de l'investissement en biens de production du secteur des biens de consommation soit égale à la somme des salaires et des profits consommés du secteur des biens de production.

Illustrons cela par un exemple numérique.

Supposons que la valeur des biens de production soit de 200 et celle des biens de consommation de 100, et que dans chaque secteur cette valeur se répartisse comme suit :

Répartition	Biens de production	Biens de consommation
Amortissement . . . . .	120	60
Profits investis en biens de production . . . . .	16	4
Salaires . . . . .	50	30
Profits investis en salaires . . . . .	4	1
Profits consommés . . . . .	10	5
Total . . . . .	200	100

Un simple coup d'œil sur ce tableau permet de constater qu'il y a dans le secteur des biens de production une valeur de 64 qui est destinée à être échangée contre des biens de consommation. Cette valeur est représentée par les salaires (50 + 4) et les profits consommables (10) ; et dans le secteur des biens de consommation, il y a une valeur de 64 qui est destinée à être échangée contre des biens de production. Cette valeur est représentée par l'amortissement (60) et l'investissement (4). Les deux valeurs étant égales, l'équilibre est assuré, car le reste de la production est écoulé dans chacun des secteurs respectifs. Si bien que nous pouvons dresser le tableau général suivant de la répartition des biens de production et des biens de consommation.

#### Répartition des biens de production

Amortissement dans le secteur des biens de production . . . . .	120
Amortissement dans le secteur des biens de consommation . . . . .	60
Investissement en moyens de travail dans le secteur des biens de production . . . . .	16
Investissement en moyens de travail dans le secteur des biens de consommation . . . . .	4
Total . . . . .	200

#### Répartition des biens de consommation

Consommation des salariés du secteur des biens de production . . . . .	50
Consommation des salariés du secteur des biens de consommation . . . . .	30
Consommation des salariés supplémentaires nécessités par l'investissement du secteur des biens de production . . . . .	4
Consommation des salariés supplémentaires nécessités par l'investissement du secteur des biens de consommation . . . . .	1
Consommation des capitalistes du secteur des biens de production . . . . .	10
Consommation des capitalistes du secteur des biens de consommation . . . . .	5
Total . . . . .	100

Nous avons là un équilibre qui ne justifie aucune hausse des prix dans l'un ou l'autre secteur. Comment, à partir de cette situation d'équilibre, les prix peuvent-ils s'écarter de la valeur et provoquer le déséquilibre et l'inflation ?

Deux phénomènes vont provoquer une hausse des prix par rapport à la valeur : l'excès d'investissement et l'augmentation inégale de la productivité du travail entre les deux secteurs. Et ces deux phénomènes étant constants et continus provoquent une hausse constante et continue des prix.

Examinons-les successivement.

Nous sommes partis d'une situation d'équilibre, or une telle situation signifie que toute la production est vendue et qu'il ne reste pas une marchandise en stock. Comme le but de la production c'est le profit, puisque tout a été vendu, les capitalistes vont vouloir augmenter leur production et pour cela vont investir le plus possible en faisant appel au crédit. Il s'ensuivra un excès d'investissement par rapport aux possibilités matérielles, d'où hausse des prix. Ceux-ci s'élèvent alors au-dessus de la valeur, créant ainsi un profit supplémentaire qui ne correspond à aucune production ; ce profit supplémentaire, jeté sur le marché comme demande de biens de production et de consommation, ne fait qu'accentuer la hausse des prix. Cette hausse des prix au-dessus de la valeur n'étant pas proportionnelle dans chaque secteur et dans les salaires, le rapport nécessaire entre les deux secteurs est rompu ; il se crée alors un déséquilibre qui, dans une économie libérale, aboutit à une crise dont le résultat est de ramener les prix en arrière. Par contre, dans une économie de monopole et de protectionnisme, la crise ne jouant plus son rôle ou bien étant atténuée dans ses effets, l'équilibre nécessaire entre la valeur et les prix se rétablit par une hausse des prix et des salaires restés en retard. Cela aboutit à ce que la valeur de la production, qui s'exprimait auparavant dans une quantité déterminée de monnaie, s'exprimera dans une quantité supérieure. Dans notre exemple, la valeur de la production des biens de production s'exprimait dans une somme de monnaie de 200 et celle des biens de consommation dans une somme de 100. Le rapport entre les deux valeurs était de un à deux (200 : 100 = 2). Si dans le secteur des biens de production, les prix s'élèvent de 20 % alors que la valeur n'a pas varié, pour que le rapport de un à deux soit maintenu, les prix de consommation doivent également s'élever de 20 %. Nous aurons alors 240 : 120 = 2. L'équilibre est rétabli, mais à un niveau plus élevé. Et à partir du moment où il y a équilibre, le processus décrit recommence provoquant ainsi une nouvelle hausse des prix par rapport à la valeur et un nouveau déséquilibre qui ne pourra disparaître que par un nouveau rajustement général des prix et des salaires à un niveau plus élevé.

Tel est le processus inflationniste déterminé par l'excès d'investissement, lequel excès est dû à la soif de profit des capitalistes pour lesquels la production n'a pas d'autre raison que le profit.

Voyons maintenant le processus inflationniste déterminé par l'augmentation de la productivité du travail, processus qui n'est nullement exclusif de l'autre ; les deux processus peuvent parfaitement cumuler leurs effets.

Nous avons supposé une production dont la valeur et le prix sont égaux et se situent à 200 pour les biens de production et à 100 pour les biens de consommation. Supposons maintenant que la productivité du travail augmente de 25 % dans l'ensemble du secteur des biens de consommation. Etant donné que la valeur varie en raison inverse de la productivité du travail, il en résultera une baisse de la valeur des biens de production de

25 % : ce qui valait 200 ne vaudra plus que 150. Si le prix coïncide avec la valeur, il y aura une baisse de 25 % qui se répercutera en partie sur les objets de consommation puisque dans la valeur de ceux-ci entre l'usure des biens de production. Dans notre exemple, l'amortissement et l'investissement du secteur des biens de consommation s'élèvent à 64 ; avec la baisse de 25 % ce ne sera plus 64 que ce secteur devra dépenser, mais 48. Dès lors, la valeur des biens de consommation ne sera plus de 100, mais de 84, se décomposant comme suit :

Amortissement et investissement . . . . .	48
Salaires et profits consommés . . . . .	36
Total . . . . .	84

Soit une baisse de 16 %.

Ainsi, lorsque le prix coïncide avec la valeur, une augmentation de la productivité du travail dans le secteur des biens de production entraîne une baisse équivalente des biens de production et une baisse des objets de consommation dont l'ampleur est fonction de l'importance des moyens de travail utilisés dans ce secteur. Et cette baisse des prix des objets de consommation a comme conséquence une augmentation équivalente du pouvoir d'achat des travailleurs puisque les salaires n'ont pas varié. Naturellement, cette augmentation du pouvoir d'achat ne se fait pas instantanément, car la baisse des prix provient d'une augmentation de la productivité dans le secteur des biens de production et non dans celui des biens de consommation. La production de ce dernier secteur n'ayant pas varié, il s'ensuit que le pouvoir d'achat accru ne trouve pas immédiatement en face de lui une production accrue et dès lors la demande excède l'offre. En effet, d'après notre tableau, la somme des salaires et des profits destinés à la consommation s'élève à 100 alors que la valeur totale des biens de consommation n'est plus que de 84. La valeur d'achat étant supérieure à la valeur d'offre, la production des biens de consommation continuera à se vendre 100 malgré que sa valeur ne soit plus que de 84. En raison des lois différentes qui régissent la valeur et le prix, celui-ci se situe au-dessus de la valeur. Cependant, à la différence du cas précédent, cette fois ce n'est pas parce que les prix ont monté, mais parce que la valeur a diminué. Dès lors, le profit supplémentaire qui se crée dans le secteur des biens de consommation va encourager les investissements dans ce secteur sans qu'il y ait risque d'inflation puisque la productivité du travail a augmenté dans le secteur des biens de production. Les investissements vont entraîner une augmentation de la production des biens de consommation et les prix de ces objets seront vite ramenés au niveau de leur valeur permettant ainsi l'augmentation du pouvoir d'achat.

Nous voyons donc que lorsque la valeur baisse par suite de l'augmentation de la productivité du travail et que les prix coïncident avec la valeur, le résultat est une augmentation du pouvoir d'achat sans recours à l'inflation.

Si au lieu de se produire dans le secteur des biens de production, l'augmentation de la productivité du travail se produisait dans celui des biens de consommation, nous aurions le même phénomène. En effet, une augmentation de la productivité du travail dans ce secteur entraînerait une baisse de la valeur des objets de consommation. Cependant, cette baisse serait, dans ce cas, inférieure à l'augmentation de la productivité du travail en raison des biens de production utilisés dont la valeur n'aurait pas varié. Mais, quoique inférieure, cette baisse serait réelle. Dans notre exemple, une augmentation de la productivité du travail de 25 % dans le secteur des biens de con-

sommatum entraînerait une baisse de la valeur de la production de 10 % environ. Cette baisse pourrait être plus grande ou plus petite selon que les moyens de travail utilisés seraient plus petits ou plus grands. Mais, de toute façon, le résultat serait une augmentation du pouvoir d'achat des travailleurs puisque les salaires n'auraient pas varié. Et comme c'est dans le secteur des biens de consommation qu'aurait eu lieu l'augmentation de la productivité du travail, la production des biens de consommation pourrait faire face à l'augmentation du pouvoir d'achat.

Cependant, dans ce cas aussi, il y aurait un certain retard dans la baisse, car si la productivité du travail a augmenté de 25 % dans le secteur des biens de consommation, cela signifie que dans ce secteur l'usure des moyens de travail, notamment des matières premières, a augmenté. Comme la productivité du travail dans les moyens de production n'aurait pas augmenté, ce secteur ne serait pas en mesure de faire face à l'augmentation de la demande et les prix des moyens de travail augmenteraient, annulant en partie la baisse de la valeur des objets de consommation. Mais cette hausse des prix des biens de production, alors que la valeur n'aurait pas varié entraînerait un surcroît de profit qui encouragerait le développement de la production ; et bien vite les prix seraient ramenés au niveau de la valeur permettant ainsi à l'augmentation du pouvoir d'achat de s'affirmer.

Nous voyons donc que toute augmentation de la productivité du travail entraîne une baisse de la valeur de la production, mais nous constatons que cette baisse de la valeur ne se répercute qu'à terme sur les prix en raison des lois différentes qui régissent ce dernier. Il y a donc entre l'augmentation de la productivité du travail et l'augmentation du pouvoir d'achat un décalage qui est plus ou moins long selon la mobilité de la production. Dans une économie concurrentielle où la mobilité des capitaux est très grande, ce décalage finit par disparaître et les prix suivent le mouvement de la valeur. C'est ainsi qu'au XIX<sup>e</sup> siècle, le mouvement général des prix est dirigé vers la baisse en raison de la baisse de la valeur consécutive à l'augmentation de la productivité du travail. Mais dans une économie de monopole et de protectionnisme où la concurrence a, sinon disparu, tout au moins perdu de son efficacité, ce décalage se maintient et devient la source de l'inflation.

Reprenons notre exemple.

Dans le secteur des biens de production nous avons une baisse de la valeur de 25 % consécutive à une augmentation de la productivité du travail de 25 % dans l'ensemble du secteur. Cela signifie que les biens de production devraient se vendre 150 au lieu de 200 primitivement. Devraient ! Mais les capitalistes ne sont pas des philanthropes qui investissent de l'argent pour servir l'humanité. Ce sont des gens d'affaires qui recherchent du profit, et le plus grand profit possible. S'ils ont réussi, grâce à une meilleure productivité du travail, à diminuer la valeur de leur production, ils n'en continueront pas moins à vendre leur production à l'ancienne valeur. Dans une économie concurrentielle cela leur serait difficile puisqu'il y a une augmentation de la production ; mais dans une économie de monopole et de protectionnisme cela se peut et se fait : on sait, par exemple, que les prix des industries monopolisées sont plus élevés que ceux des industries non monopolisées.

Si les biens de production continuent à être vendus 200 au lieu de 150 comme l'exigerait la baisse de la valeur, les capitalistes de ce secteur

en tireraient un surprofit qu'ils voudront naturellement investir, nous supposons que leur consommation est déjà saturée. Cet investissement, comme tout investissement, va se diviser en deux parties : une en moyens de travail, l'autre en salaires. La partie investie en moyens de travail ne pose pas de problème, puisque la production de ces derniers a augmenté. Par contre, celle investie en salaires va accroître la demande des biens de consommation, alors que dans ce secteur, il n'y a pas augmentation de la production. Il y aura dès lors une augmentation des prix des objets de consommation qui, à son tour, va entraîner une hausse des salaires ; et cette hausse des salaires intervenant alors qu'il n'y aura pas eu augmentation de la production, ni de la productivité dans le secteur des biens de consommation ne fera qu'accroître la hausse des prix. Celle-ci se poursuivra jusqu'à ce que l'équilibre entre les valeurs des deux secteurs soit rétabli.

L'équilibre entre les deux valeurs s'établissait au départ dans le rapport de un à deux :  $200 : 100 = 2$ . Avec l'augmentation de la productivité du travail de 25 % dans le secteur des biens de production, les deux valeurs sont passées à 150 et 84, ce qui donne un rapport de 1,80 environ. Si les biens de production continuent à se vendre 200 au lieu de 150, pour que le rapport de 1,80 soit maintenu il faut que les biens de consommation se vendent 111 au lieu de 100, car  $200 : 111 = 150 : 84 = 1,80$ .

Or, si les biens de consommation se vendent 111 au lieu de 100, alors que les salaires n'ont pas varié, il en résulte une baisse du pouvoir d'achat des travailleurs. Cette baisse du pouvoir d'achat apparaîtra d'autant plus révoltante aux travailleurs du secteur des biens de production, qu'ils savent parfaitement que leur productivité a augmenté. Une augmentation de leur salaire devient alors inévitable et elle devra être supérieure à la hausse des prix pour qu'ils puissent bénéficier de l'augmentation de la productivité de leur travail. Les employeurs seront d'autant plus enclins à accorder cette augmentation qu'ils n'ont pas la conscience tranquille et réalisent des surprofits en continuant à vendre 200 ce qui ne vaut plus que 150. Mais ce pouvoir d'achat supplémentaire, distribué dans le secteur des biens de production, va se porter dans le secteur des biens de consommation car les travailleurs ne se nourrissent pas de machines-outils ni de matières premières. Cela aura pour conséquence de faire monter encore plus les prix des objets de consommation, puisque dans ce secteur il n'y a pas eu augmentation de la production, ni de la productivité du travail. A leur tour, les salariés de ce secteur vont demander une augmentation, d'autant plus qu'ils seront stimulés par l'augmentation des salaires du secteur des biens de production. Et ce mouvement se poursuivra jusqu'à ce que l'équilibre entre les deux valeurs s'établisse de nouveau afin que les travailleurs puissent bénéficier de l'augmentation de la productivité du travail. Après quelques tâtonnements, cet équilibre sera trouvé, mais il se situera au-dessus de 200 et de 111.

Le résultat final sera tout de même une amélioration des conditions de vie des travailleurs conformément à l'augmentation de la productivité du travail, mais au lieu que cette amélioration se fasse par la baisse des prix consécutive à la baisse de la valeur, les salaires ne variant pas, elle se fait par la hausse des prix et par une hausse plus importante des salaires. Ce qui donne le phénomène inflationniste que nous constatons. Et ce phénomène n'est autre que la conséquence de l'économie marchande dans la-

quelle la valeur et le prix n'obéissent pas à la même loi. Tant que l'économie marchande se mouvait dans la concurrence et que la mobilité des capitaux était très grande, les prix étaient sans cesse ramenés vers la valeur à travers des fluctuations cycliques plus ou moins violentes. Aujourd'hui, la concurrence ayant cédé la place au monopole, les fluctuations cycliques sont atténuées, tandis que l'ampleur du capital fixe a enlevé toute mobilité aux capitaux. En conséquence, lorsque dans un secteur, dans une industrie ou même dans quelques entreprises importantes, intervient une augmentation de la productivité du travail et, par conséquent, une baisse de la valeur, au lieu d'opérer une baisse équivalente des prix, ceux-ci sont maintenus à leur niveau ou bien insuffisamment diminués. Il s'ensuit un surcroît de revenus dans ces branches d'industries : d'abord une augmentation des profits, puis des salaires. Et comme ces revenus accrus ne se dépensent pas dans ces branches d'industries mais se portent vers d'autres où la productivité du travail n'a pas forcément varié ou bien a augmenté moins, la conséquence sera une augmentation de la demande sans augmentation de l'offre, d'où une hausse des prix qui finira par se répercuter sur toutes les branches d'activité.

En général, l'augmentation de la productivité du travail est plus rapide dans les secteurs des biens de production que dans celui des biens de consommation. Et comme c'est surtout dans ces secteurs que règnent les monopoles, la baisse de la valeur consécutive à l'augmentation de la productivité du travail ne se répercute pas d'une manière équivalente sur les prix. L'augmentation des revenus qui en résulte dans ce secteur

se porte en grande partie dans celui des biens de consommation et y détermine une hausse des prix, qui, à son tour, détermine une hausse des salaires. Et le cycle se poursuit indéfiniment, c'est-à-dire jusqu'à ce que l'économie marchande ait cédé la place à une économie organisée et planifiée sur le principe de la distribution et non de la vente.

De même que dans l'économie concurrentielle, la crise était le moyen de rétablir l'équilibre rompu, dans l'économie de monopole et de protectionnisme, l'inflation est le moyen de rétablir un équilibre économique rompu. L'inflation lente et chronique que nous constatons est donc la conséquence même d'un système économique basé sur l'échange mais dont la loi naturelle de l'échange : la libre concurrence n'existe plus. Voilà pourquoi, contrairement aux experts de l'O.C.D.E., je considère que c'est l'existence de prix à caractère monopoliste qui est la cause de l'inflation chronique. Pour faire disparaître cette inflation, il faudrait soit revenir à l'économie concurrentielle du siècle dernier, soit aller résolument vers l'économie planifiée et organisée. La première solution nous sauverait de l'inflation pour nous précipiter dans les crises cycliques, ce qui ne serait pas mieux. Et puis, il est impossible de retourner en arrière. Reste donc la seule solution de la planification et de l'organisation de l'économie sur la base de la distribution et non de la vente. C'est d'ailleurs à cela que travaille l'inflation elle-même, car elle détruit la monnaie qui est le moyen de l'échange.

En attendant, le seul moyen pour les travailleurs de se défendre contre la hausse des prix, c'est de lutter pour l'augmentation des salaires.

Pierre RIMBERT.

## Pour la coopérative " Les Editions Syndicalistes " et son nouveau local

# LA SOUSCRIPTION CONTINUE

Amis lecteurs et abonnés, organisations syndicales et ouvrières sympathisantes, examinez bien les deux aspects de cette souscription :

D'abord, il nous faut recueillir une somme importante — supérieure à 10.000 F de 1964 — pour la cession du bail du local. De cette somme nous avons déjà une bonne part, grâce aux versements substantiels de certains camarades, proches du « noyau », et fortement attachés à notre œuvre collective.

MAIS IL NOUS EN MANQUE ENCORE ET NOUS DEMANDONS FERME-  
MENT UN SERIEUX SACRIFICE A CEUX QUI, PARMI NOUS, PEUVENT  
L'ACCOMPLIR.

La deuxième partie de LA SOUSCRIPTION concerne les actions coopératives de 10 F chacune (1.000 anciens francs) qui doivent constituer le premier capital des « Editions Syndicalistes ». C'est pourquoi nous demandons à un ensemble plus large de camarades et d'organisations de souscrire PLUSIEURS ACTIONS DE NOTRE COOPERATIVE EN FORMATION.

Notre souscription nationale et internationale est un objectif immédiat très important. Bien entendu, fidèles à nos habitudes, nous tiendrons nos lecteurs au courant de son allure et de ses résultats.

Pensez-y ! Adressez les fonds à :

Robert MARCHETI, 103, rue Orfila, Paris 20<sup>e</sup>. — C.C.P. Paris 7473-08.  
(en précisant l'objet de votre versement).

# Notes d'Economie et de Politique

## REMONTEE AUX SOURCES : LE MARIAGE DES PRETRES ET LA DATE DE PAQUES

En ces jours de janvier où l'écho des joyeusetés des réveillons se fait encore entendre, il convient sans doute de ne pas parler de choses trop sérieuses ; parlons donc de la religion.

D'autant plus qu'avec le concile et le voyage en Palestine, celle-ci a fourni à la presse, à la radio et à la télévision, le gros de ce que l'on est convenu d'appeler l'« actualité ».

Et, toujours pour être dans le train, faisons comme Monsieur le pape : « remontons aux sources » !

Non pas aux sources de ce bla-bla-bla qui cherche à nous faire croire que le Vatican va devenir pauvre et humble parce que son chef se paie, à grand tralala, un voyage aux lieux où se trouvait l'étable où naquit Jésus, mais, plus simplement aux sources de certaines décisions concrètes prises autrefois par l'Eglise et sur lesquelles elle parle de revenir ; par exemple : le célibat des prêtres et la date de la fête de Pâques.

Ainsi que l'on sait, c'est à Paul de Tarse, dit Saint Paul, qu'il faut faire remonter les premières attaques contre le mariage et, plus généralement, contre tous rapports sexuels. Non point que l'apôtre exigeait absolument de ses disciples la continence, mais il estimait qu'ils pourraient se consacrer beaucoup plus complètement au service du « Seigneur », s'ils s'abstenaient totalement de « toucher à la femme ».

Or, dans un article écrit par Metchnikov, le grand pasteurien des années 90-1900, paru dans le *Mercur de France* aux alentours de la fin de la première guerre mondiale, l'auteur établit par une analyse détaillée des épîtres de Saint Paul, que si celui-ci conseille à ceux qui veulent se consacrer à la propagation de la foi de ne pas avoir des rapports sexuels, c'est tout simplement parce qu'il craint pour eux la chaude-pisse. La chaude-pisse affaiblit et le physique et le moral de ceux qui en sont atteints ; or Paul désirait n'avoir pour affronter la difficile tâche de propager la nouvelle croyance que des êtres entièrement sains, capables de supporter sans défaillance la dure condition qu'était alors, comme elle le fut toujours, celle du militant.

Et comme, à l'époque, la chaude-pisse était d'après Metchnikov extrêmement répandue, au point qu'on la considérait comme l'accompagnement obligatoire de toute relation sexuelle, le mieux, pour s'éviter de « couler », était de demeurer vierge. D'où par la suite, obligation faite, d'abord aux évêques seuls, puis à tous les prêtres, de demeurer chastes et de ne pas se marier.

Mais aujourd'hui que nous sommes mieux renseignés sur la nature de la blennorrhagie, que nous savons qu'elle n'est pas la résultante de l'acte sexuel et qu'en outre, nous avons — en cas d'accident ! — la ressource de la pénicilline, il n'y a vraiment plus lieu

d'imposer le célibat aux « ministres du Christ ». C'est pourquoi, si j'étais — ce qu'à Dieu ne plaise ! — délégué à Vatican II, je voterais sans hésiter pour le mariage des prêtres.

Par contre, je ne voterais probablement point pour que la fête de Pâques ait lieu désormais à date fixe, le même jour tous les ans, et voici pourquoi :

Evidemment, pour nous autres incroyants, qui sommes privés des lumières du Saint-Esprit, il nous est bien difficile de comprendre comment Jésus, qui est né le 25 décembre tous les ans, est mort tantôt en mars et tantôt en avril, ce qui le fait vivre plus ou moins longtemps selon les années. Mais ce sont là de ces « mystères » que seul un « fidèle » peut accepter ; n'essayons point, pauvres mécréants que nous sommes, de les percer.

Ce qu'il nous est, en revanche, très facile de comprendre, c'est pourquoi la fête de Pâques ne se célèbre pas, ainsi que c'est le cas pour Noël, à une date fixe.

Les fêtes religieuses, et cela est particulièrement manifeste pour les deux grandes fêtes chrétiennes, celle de Noël et celle de Pâques, sont tout simplement, malgré les mythes dont on les recouvre, la célébration de grands événements de la nature. Noël est la célébration de la remontée du soleil au-dessus de l'horizon, et Pâques, celle du réveil de la végétation.

La première a donc lieu à date fixe, car c'est bien à date fixe, la même tous les ans, que le soleil commence à s'élever davantage au-dessus de l'horizon et que la durée du jour s'allonge. C'est exactement le 22 décembre que ce phénomène débute, mais ce n'est que quelques jours plus tard, qu'il est suffisamment accusé pour que n'importe qui, et pas seulement l'astronome, puisse s'en apercevoir, si bien que c'est le 25 décembre que l'on célèbre la naissance du « Sauveur », le soleil, qui, après avoir décliné six mois durant, retrouve maintenant une nouvelle vie.

Pareillement, c'est au printemps, alors que le soleil a déjà suffisamment de force pour que les bourgeons se mettent à gonfler et à éclore, que l'on fête la « résurrection » du Christ, c'est-à-dire un nouveau départ de la vie, la résurrection de la nature.

Mais, à la différence de la remontée du soleil au-dessus de l'horizon, fait précis se situant le même jour pour tout notre hémisphère, le départ de la végétation est variable, variable selon les lieux et variable selon les années. Aussi l'Eglise tient-elle compte de cette variabilité en faisant varier la date où l'on célèbre le phénomène. Noël enregistre une date, celle du solstice d'hiver ; Pâques enregistre non point une date, mais une époque, celle du printemps. Les dates extrêmes auxquelles se produit, selon les années et selon les lieux, le départ de la végétation sont distantes d'à peu près un mois ; on fera donc varier la fête de Pâques du même temps : entre le 21 mars (jour de l'équinoxe du printemps) et le 25 avril.

Mais pourquoi alors, direz-vous, l'Eglise veut-elle maintenant, en attribuant une date fixe au

jour de Pâques, revenir aujourd'hui sur une tradition presque deux fois millénaire et qui correspond si bien à la nature des choses ?

La raison en est évidente.

Cette raison n'est pas, soyez-en sûr, que cela gêne maintenant les fidèles de faire mourir leur dieu chaque année à un âge différent, car, comme nous l'a enseigné un Père de l'Eglise, plus une chose est absurde, plus on y croit ! Non ! Il s'agit de raisons toutes différentes et tout ce qu'il y a de plus laïques.

Notre civilisation est de moins en moins liée à la nature. Qui, parmi les habitants des villes, grandes ou petites — et ils sont maintenant la grande majorité — se préoccupe de savoir si la végétation est « en avance » ou « en retard » ? Le milieu dans lequel nous vivons et duquel nous dépendons tend de plus en plus à être exclusivement artificiel, c'est-à-dire, à être de plus en plus exclusivement le produit de l'activité humaine. Or ce milieu est indépendant des variations naturelles ; l'homme le crée précisément pour se mettre à l'abri des changements d'humeur de la nature. Il faut donc qu'il soit le moins variable possible, et, pour cela, que les conditions dans lesquelles il fonctionne varient elles-mêmes le moins possible. L'irrégularité des fêtes, avec les jours de chômage qu'elles entraînent, se trouve ainsi être une gêne pour la civilisation industrielle, en même temps qu'elle n'en sent plus la raison d'être.

Voilà pourquoi il convient, si l'on veut être « d'accord avec son temps », d'attribuer une date fixe, toujours la même chaque année, à une fête qui, comme Pâques, n'est plus tant la fête du printemps qu'une relaxe de l'effort humain, l'une de ces relaxes périodiques qu'il convient de ménager à notre organisme surmené, à des intervalles déterminés, toujours autant que possible les mêmes.

Il est donc bien probable que, voulant se « moderniser », c'est-à-dire se soumettre aux commodités d'une société qui est de moins en moins agricole et de plus en plus industrielle, Rome attribuera bientôt une date fixe à sa fête de Pâques.

Mais, ceux qui se sentent encore liés aux phénomènes naturels, ceux que la croissance d'une plante émeut davantage que les prouesses d'un avion de Mach 2, ceux-là ne verront point sans tristesse la date de la fête de Pâques ne plus participer aux vagabondages de la nature. Or, — j'ose à peine l'avouer — je crois être quelque peu de ceux-là ; c'est pourquoi, si j'étais conciliaire, il est probable que je voterais contre.

## LA SEGREGATION DES CLASSES

Il n'est point d'action sans réaction, point d'évolution sans qu'il n'y ait des tentatives de s'y opposer.

C'est pourquoi la diminution du contraste entre le mode de vie des ouvriers et celui des bourgeois a pour conséquence que l'Etat bourgeois prend des mesures tendant à maintenir artificiellement la séparation entre les deux classes — autrement dit à instituer leur ségrégation.

La plus ancienne de ces mesures — elle date de l'immédiate après-guerre — a été prise sous le couvert de l'urbanisme.

La première tâche des services de l'urbanisme dès qu'ils ont été créés a été d'instituer dans les villes et autour des villes des

« zones » : zone industrielle, zone agricole, zone résidentielle.

Bien !

Mais on en a aussitôt profité pour décider que dans les zones dites « résidentielles », on ne pourrait pas construire sur des terrains d'une superficie inférieure, selon les cas, à 1.000 m<sup>2</sup>, 1.500 m<sup>2</sup>, 2.000 m<sup>2</sup>, etc. Il s'en est suivi que l'ouvrier, l'employé, le petit bourgeois même, qui veut se faire construire un pavillon d'habitation ne peut le faire dans ces quartiers, car il ne peut se payer le luxe d'acheter 2.000 mètres carrés de terrain alors qu'il n'en a besoin que de deux à trois cents pour sa demeure et son jardin.

Ces quartiers, naturellement les plus beaux, demeurent donc, en fait, réservés aux bourgeois grands ou moyens qui sont assez riches pour pouvoir entourer leurs maisons d'un vaste jardin ou, mieux, d'un parc. Quant au prolétaire, il est, lui, obligé de s'entasser avec ses parents, dans les lieux de plus en plus rares et de plus en plus mal situés où l'on permet encore de construire sur « un bout de terrain ».

Ainsi donc : d'une part, « quartiers résidentiels » (euphémisme pour « quartiers bourgeois »), où toutes les demeures s'étalent au large dans la verdure — et, d'autre part, quartiers prolétariens où les maisons se trouvent presque au coude à coude, sans le moindre bosquet.

Bourgeois avec bourgeois, prolétaires avec prolétaires, on ne mélange pas, n'est-ce pas ? les torchons avec les serviettes ! Peut-être, sommes-nous des salariés, comme eux, et peut-être ont-ils une auto, comme nous ; mais, en tous cas, nous n'habitons pas là où ils habitent. Pas plus qu'un nègre américain ne peut venir habiter dans un quartier blanc, pas plus un travailleur français ne peut venir habiter dans le voisinage d'un millionnaire. Ségrégation des classes, du fait de l'argent, certes, mais en vertu de la loi !

Il est un autre fait plus récent, mais plus caractéristique peut-être, car il comporte une violation plus manifeste encore du Droit, du Droit bourgeois lui-même.

Les plages, comme chacun sait, font partie du domaine public. Or, non seulement le domaine public est inaliénable, mais son usage ne peut être réservé à certains particuliers, comme l'a encore récemment rappelé la Cour de Cassation, en déclarant illégaux les arrêtés municipaux qui réservaient à des particuliers certains lieux de stationnement sur la voie publique.

Les plages maritimes appartenant au domaine public ne peuvent donc être distraites de l'usage public pour être affectées à l'usage de particuliers.

Or, depuis quelques années, en nombre de villes, au moins sur la Méditerranée, ce principe est cyniquement foulé aux pieds. Les municipalités y ont, en effet, concédé à des particuliers l'usage exclusif de la plus grande partie de leurs plages, et en ont ainsi soustrait l'usage à celui qui en est le seul légitime propriétaire : le public.

J'ai eu l'occasion, l'été dernier, de faire un tour sur la promenade de la Croisette, à Cannes, avec l'ami Duperray, et nous avons été tous deux véritablement horrifiés. Sur cette plage longue de plusieurs kilomètres, il y avait tout juste une centaine de mètres que des écriteaux désignaient comme « plage publique », et sur laquelle s'entassaient, fesse à



fesse, tous ceux qui ne disposaient pas du ou des milliers de francs nécessaires pour se rôtir plus à l'aise, car tout le reste de la plage était occupé par plusieurs dizaines de plages dites « privées », presque désertes d'ailleurs, où l'on ne pouvait pénétrer qu'à la condition de payer.

Situation scandaleuse que les ouvriers du siècle dernier, plus pauvres peut-être, mais plus dignes, n'auraient, certes, point tolérée. (Si, tout au moins ils avaient eu des vacances, mais ils n'en avaient pas !)

Situation plus scandaleuse encore à Cannes qu'ailleurs, du fait que la plage y a été notablement agrandie ces temps derniers par des apports massifs de sable, travail qui, naturellement, a été payé par la Commune, c'est-à-dire par le public. Et le public n'a pas le droit d'aller en ce domaine public, amélioré par des fonds publics !

Mais, que voulez-vous ? Au bord de la mer, comme à l'intérieur des terres, la ségrégation doit régner. Même à poil, ces Messieurs les bourgeois ne peuvent frayer avec les prolétaires. C'est pourquoi notre Etat bourgeois assure le plus possible par ses « plages privées » comme par ses « quartiers résidentiels », la ségrégation des classes.

#### R. LOUZON.

P. S. — Dissipons un malentendu !

Dans une lettre parue dans le dernier numéro de la « R.P. », le camarade Lamizet me reproche d'avoir employé l'expression de « vrais salariés » pour désigner les haut-gradés des entreprises quand ils ne contrôlent pas, directement ou indirectement, la majorité des actions de la société propriétaire des moyens de production.

Bien entendu, je suis sur le fond tout à fait de l'avis de Lamizet. Il y a deux catégories de salariés : celle de ceux qui reçoivent un salaire inférieur à la valeur de ce qu'ils ont produit, et celle de ceux qui, au contraire, reçoivent un salaire supérieur à la valeur de leur production. Les premiers fournissent de la plus-value, tandis que les seconds perçoivent une part de la plus-value produite par les premiers. C'est là un point sur lequel j'ai moi-même souvent insisté et j'ai même tenté, dans une Note d'il y a quelques années, d'établir comment on pouvait calculer le montant du salaire au-dessous duquel on était exploité, et au-dessus duquel on était exploitateur.

Si donc j'ai employé l'expression de vrais salariés pour désigner les cadres non-propriétaires de l'entreprise, c'est uniquement parce que quel que soit le montant de leurs salaires, ils sont soumis, comme les autres salariés, à l'arbitraire patronal. A la différence du patron ou des « faux salariés », leur situation ne dépend pas que d'eux-mêmes, elle dépend d'autrui. Ils peuvent être foutus à la porte du jour au lendemain, tout comme le dernier des manœuvres, et c'est pourquoi ce sont de vrais « salariés ». — R. L.

## Parmi nos

# LETTRES

### Suite à notre réunion d'abonnés

L'un de nos abonnés, F. LEUNOIS, qui a assisté à notre réunion du 9 novembre, nous précise ses points de vue dans la lettre que voici :

...J'ai des attaches sentimentales profondément enracinées à la R.P. Mon père, pour qui j'ai énormément d'estime, y a été abonné depuis les tout débuts et je la lis depuis ma plus tendre enfance. Pour moi la R.P. c'était la lutte contre le colonialisme, contre le fascisme, contre l'exploitation de l'homme par l'homme ; c'était un effort pour créer une société sans classe où chacun puisse se

développer harmonieusement, prendre conscience du monde et atteindre des sommets qu'on ne peut qu'entrevoir à l'heure actuelle et qui se préciseront au fur et à mesure que l'humanité progressera. Pour moi la R.P. c'était aussi une opposition à Staline, à ses crimes, à ses mensonges et je puis vous assurer que je tiens à être fidèle à ce programme.

Mais il y a eu la guerre d'Algérie, et pendant toute cette période, chaque fois que la R.P. m'arrivait, j'attendais une position nette dans cette ligne. Cette attente a été vaine et j'ai eu l'impression que la R.P. avait perdu ces objectifs fondamentaux.

Je ne reproche point à la R.P. de ne pas avoir pris position entre les différentes tendances nationalistes algériennes, bien que j'estime que le peuple algérien ne pouvait pas se libérer sans passer par le nationalisme étant donné l'attitude du peuple français. J'ai seulement été profondément déçu de voir que le « noyau » n'a pas pris position de façon nette et unanime contre les aberrations françaises, contre les agissements des futurs O.A.S. Si le « noyau » avait été fidèle à lui-même, il aurait fait campagne bien avant de Gaulle pour la dégradation d'un Salan. Pourtant je ne jette la pierre à personne, même pas à Salan que je considère comme un malade à soigner et si possible à guérir. Devant cette carence du « noyau », ce n'est pas un reproche que je formule, c'est une question : pourquoi ?

La réponse me semble très simple. Le « noyau » ne voulait gêner en rien la lutte contre le « communisme » avec les fameux guillemets. Mais, en voyant quels étaient les résultats, j'en suis vite arrivé à penser que c'était la politique de Gribouille qui se jetait dans la rivière pour ne pas être mouillé par la pluie. Du coup, j'ai lu la R.P. avec un esprit critique d'où mes nombreuses lettres. Il faut aussi ajouter que se sont greffées les attaques de Louzon contre la science, qui me sont incompréhensibles de la part d'un incroyant antidogmatique.

Il est dommage que je n'aie pas le temps. J'aurais autrement repris, phrase par phrase, le dernier article d'Hagneuer. Ce serait indispensable pour espérer pouvoir se comprendre un peu. Je ne peux pourtant m'empêcher de commenter certains passages.

Partir de la projection d'un bon film russe à la T.V. pour nous dire que cette émission sert à faire accepter plus facilement au public des transactions avec Krupp, comme si le public donnait son avis dans ces transactions et comme si ces transactions étaient immorales, me dépasse absolument. Cette gymnastique intellectuelle qui ne me prouve absolument rien me fait immédiatement penser aux émissions de Jean Nocher.

Dire que la jeunesse intellectuelle qui adhère au « communisme » est attirée par les uniformes impeccables, les tanks, me fait doucement rigoler. Les quelques jeunes communistes que je connais sont profondément antimilitaristes et s'ils acceptent à l'heure actuelle l'Armée rouge comme une nécessité, ils épèrent bien que le triomphe total du communisme sera la fin des uniformes, des généraux et des armées. Par contre, tous les jeunes que je connais qui admirent l'uniforme, sont profondément anti-communistes.

Répéter que les Américains achetaient aux Cubains le sucre plus cher que les Russes, sans étudier le problème crucial de savoir à qui profitent les bénéfices, me semble prouver une incompréhension totale du problème.

Insinuer qu'il n'y a aucun élément paysan et ouvrier dans le mouvement procastriste du Venezuela me semble, après les événements dans les mines du Chili, tout à fait invraisemblable.

Dire qu'il y a essentiellement des étudiants des écoles supérieures et ajouter que ce sont des ratés intellectuels ne me semble pas très logique. Ça me rappelle ce que dit le Larousse du XX<sup>e</sup> siècle sur Georges Sorel : Ancien élève de l'Ecole Polytechnique... Autodidacte nourri de Bergson, Nietzsche, Marx, Proudhon.

Ecrire « Nous connaissons ces éléments qui ont figuré parmi les premiers fascistes de Mussolini et les S.A. d'Hitler » ne prouve rien quant au Venezuela. C'est le raisonnement que faisait un

historien stalinien qui, pour prouver qu'un général russe (il me semble Toukhatchevski) avait trahi, se contentait de démontrer la trahison de Dumouriez. De plus, il me semble bien que dans les S.A. d'Hitler, il y avait plus d'ouvriers que d'étudiants.

Pour conclure, je vous dirai que je ne comprends pas que tout homme sensé n'ait pas mes réactions, mais que, pour essayer de comprendre ce fait pourtant réel, j'aimerais connaître quelles sont les réactions de Louzon et celles d'Hagnauer à mes commentaires.

La réponse à Jean Leunois, on la trouvera sans beaucoup de peine, dans les articles publiés dans la « R.P. », depuis sa réapparition. Encore faut-il les lire entièrement... ne pas confondre l'information avec l'opinion, l'interrogation avec la certitude, l'hypothèse avec la conclusion, l'ironie avec la conviction. Il faut aussi ne pas les lire dans l'intention de ne pas y découvrir ce qui n'y est pas et que l'on aurait voulu dire soi-même. Enfin, lorsqu'on se prétend amical, il ne faut pas confondre dans la réprobation, un publiciste aux inspirations suspectes avec un militant qui n'a pas monnayé ses variations... mais au contraire a subi les variations... des autres et les effets de sa constance... depuis quarante ans.

En ce qui me concerne personnellement, je précise simplement :

1° Que mes informations sur le Venezuela étaient extraites d'un article signé Alfred Sherman, paru dans le *Daily Telegraph* du 31-8-63 (référence qui a sauté à la mise en pages). Je rends à son auteur, l'appréciation sur les jeunes intellectuels pro-castristes, qui ne me paraît pas saugrenue, car l'ignorance politique s'allie fort bien avec la science universitaire (il est de cette contradiction des exemples plus illustres que celui de Jean Leunois lui-même). D'excellents camarades comme... « l'itinérant » ont déjà mis en lumière la soif de pouvoir que pas mal d'intellectuels d'Amérique latine présentent comme une aspiration révolutionnaire. Ni lui, ni nous n'avons poussé la naïveté jusqu'à nier la persistance des luttes de classes au Venezuela. Mais cela n'implique pas la nécessité d'un « putsch » pro-castriste.

2° Les troupes mussoliniennes et hitlériennes se recrutèrent bien dans la plèbe (le lumpen-proletariat de Marx) encadrées par des petits bourgeois prolétariés et des intellectuels sans emploi.

3° Je maintiens que pour un Etat totalitaire, toute manifestation spectaculaire, destinée aux publics étrangers, même artistique, est corrompue par une propagande, plus ou moins discrète.

4° Si Leunois connaît de jeunes communistes antimilitaristes, il devrait les garder sous globe, comme phénomènes d'inconscience, de stupidité ou de duplicité pathologique. Chanter le couplet de l'*Internationale* consacré aux généraux, en admirant les défilés militaires qui, à Moscou, à Pékin, à Berlin-Est... marquent la Fête du Travail du 1<sup>er</sup> Mai, cela relève de la psychiatrie... ou du jésuitisme le plus grossier.

Je maintiens qu'en 1918 nous nous sommes enthousiasmés pour des combattants improvisés, en guenilles, aux pieds nus... alors que, depuis 1945, le prestige de l'Armée Rouge a séduit et entraîné une masse de communistes, en proie à la... « volupté d'obéir ».

En ce qui concerne la « R.P. », les critiques de Leunois sont franchement ahurissantes. On sait quelles furent les réactions de vieux camarades, devant la vigueur des articles publiés sur le problème algérien. Quant à supposer que nous n'avons pas pris parti contre l'O.A.S. (?) afin de ne pas nous rencontrer avec les communistes, c'est d'une telle bouffonnerie que cela ne mérite aucun commentaire.

Leunois reconnaît que la « R.P. » a dénoncé les crimes staliniens sous Staline. Etait-il d'accord avec nous, à cette époque ? J'en doute. Et ce qu'il reproche à la « R.P. » c'est justement d'avoir eu raison... avant beaucoup d'intellectuels qui n'avaient

pas découvert la monstruosité de Staline... et d'avoir raison aujourd'hui avant beaucoup d'intellectuels et de politiciens qui n'ont pas encore compris ce que signifie... l'habileté de Khrouchtchev.

R.H.

De GUYARD et FAUCIER (Paris) :

### Sur le même sujet

On nous permettra de revenir sur la réunion des abonnés et lecteurs de la « R.P. » dont l'utilité a été démontrée par la fructueuse discussion à laquelle elle a donné lieu. Comme l'exprimait notre ami Yvernel dans le dernier numéro, nous souhaitons que de telles réunions deviennent régulières et se tiennent au moins une fois par an.

Revenons également sur le compte rendu forcément résumé, qui laisse supposer qu'un article ne fut pas inséré dans la « R.P. » parce que son auteur ne s'exprimait pas sur le ton de la camaraderie, ce qui n'était semble-t-il pas le cas.

Nous savons, certes, que la tâche du « cuisinier » n'est pas toujours facile et que le choix n'est pas aisé lorsque la copie est trop abondante. Mais lorsqu'un papier n'est pas publié, ne conviendrait-il pas de donner à son auteur les raisons de sa non-insertion provisoire ou définitive ?

## Un compte rendu... fidèle et édifiant !

Les « Informations Correspondance Ouvrières » (I.C.O.) dans leur numéro 24 de décembre 1963, ont publié un compte rendu de notre réunion d'abonnés du 9 novembre. Je ne résiste pas au plaisir de le faire savourer aux lecteurs de la « R.P. ». Le voici sans en changer un mot :

« La Révolution Proletarienne — R.P. en abrégé — est une publication mensuelle de tendance syndicale révolutionnaire fondée en 1925 et qui, depuis 1947, après avoir mis beaucoup d'espoir dans la constitution de F.O., est orientée constamment depuis, vers une réforme de F.O. La réunion était présentée comme devant permettre une sorte d'examen d'orientation de la revue en partant de la situation sociale et syndicale en France.

Une cinquantaine de présents (dont trois camarades participant à I.C.O.) : la majorité sont des anciens de plus de 60 ans. Ce sont eux qui forment le noyau de la R.P. et qui dépendent avec tous les artifices habituels, à la fois leurs tabous politiques et leur opportunisme : le passé de la revue est toujours le garant de ses silences ou de ses ambiguïtés présentes. La R.P. condamne le stalinisme, mais elle refuse de revenir sur le bolchevisme-léninisme qui est son frère jumeau et, si un camarade se permet d'aller au-delà, étayant sa réflexion de faits précis, on lui refuse ses articles (sans lui dire le motif réel), on ne lui répond pas. La R.P. est résolument syndicaliste : elle joue la mouche du coche à F.O. depuis 47, en pensant de congrès en congrès, qu'un jour viendra où F.O. sera régénérée ; il faut donc se cacher les yeux sur la situation réelle du mouvement syndical dans la société capitaliste, notamment à propos de la grève des mineurs.

Aujourd'hui, la R.P. n'a plus de boussole, elle en recherche une, n'importe où ; que ce soit Belgrade, Cuba, Pékin ou Alger, mais si K. lui-même fait de la déstalinisation, les camarades de la R.P. sont décontenancés, de même si de Gaulle fait de la décolonisation, de même si les syndicats se font briseurs de grève.

A cette réunion, il n'a pas été question de la situation sociale et syndicale ; les seules critiques valables qui atteignent l'orientation de la R.P. sont rejetées en bloc par un noyau qui agit à la manière du bureau politique d'un parti.

J'entends d'ici monter le rire des camarades qui assistaient à notre réunion (et j'espère pour les trois camarades de I.C.O. qu'ils ne sont pas les derniers à rire !). Quant à ceux qui n'étaient pas présents, mais qui ont l'habitude de nous

lire (ceux qui lisent vraiment ce que nous écrivons, non pas ce qu'ils ont imaginé qu'il y avait), alors ils n'en reviendront pas, ils ne comprendront pas que nous ayons pu avoir une telle attitude au cours de notre réunion du 9 novembre !

Avouez qu'il y a de quoi être « décontenancés » (pour employer le terme du « moins de 60 ans » qui a commis ce petit compte rendu frauduleux) par une telle aptitude à la déformation des choses, des idées et des faits. Mais alors, direz-vous, c'est de la malhonnêteté ? Je ne crois pas : regardez ces jeunes censeurs (plus ou moins jeunes), ils ont des bonnes têtes. Non ! il s'agit de cet état d'esprit bien connu qui fait que celui qui en est affligé voit les choses comme il a pensé d'abord qu'elles seraient, et non telles qu'elles sont. Le proverbe populaire dit : « Il n'est pire sourd que celui qui ne veut pas entendre. »

Relisez, dans notre numéro de décembre, notre propre compte rendu de la même réunion (p. 24) : il est résumé, incomplet, mais tout bêtement exact. Il ne souffre pas de la comparaison avec cette petite merveille de déformation que j'ai tenu à vous faire apprécier.

Après avoir ri, nous pourrions nous en tenir là. Pourtant, il faut bien admettre que « le moins de 60 ans » qui a rédigé ce chef-d'œuvre était présent à notre réunion. En premier lieu, je voudrais lui faire mon compliment : on ne peut mieux réussir un compte rendu aussi faux, un témoignage aussi tendancieux. A quelle école a-t-il appris cela ?

Mais je voudrais terminer sur une autre note, parce que je ne désespère jamais d'un homme dont les intentions peuvent être bonnes si ces moyens sont détestables (si nous devons désespérer des hommes, nous ne serions pas encore attelés — certains d'entre nous ayant, en effet, passé 60 ans — au travail que nous poursuivons ici). Je dis donc à ce camarade qui a pu écrire ce que vous avez lu ci-dessus : nous l'avons accueilli fraternellement. C'est au nom de cette fraternité, de la plus simple loyauté entre camarades, que je te dis maintenant : Eh bien ! je ne te fais pas mon compliment !

R. GUILLORE.

## A travers les

# LIVRES

### REGARDS SUR L'ŒUVRE DE GEORGES NAVEL

(par Pierre Aubery - Publications of the Modern Language Association if America ; New York).

Notre ami Pierre Aubery, qui nous a donné, à la « R.P. », plusieurs articles d'un grand intérêt, a publié aux Etats-Unis cette étude sur l'œuvre du camarade Georges Navel, ouvrier et écrivain, qui fait partie de notre équipe de militants.

Celui-ci est surtout connu par son premier livre « Travaux » qui obtint le Prix Sainte-Beuve en 1946 et qui a été traduit en Angleterre, en Allemagne et en Argentine.

Depuis, Gallimard a publié « Parcours », « Sable et Limon », et, en 1960, « Chacun son royaume ».

Voici le début de l'étude de Pierre Aubery :

Fin 1945, on vit paraître en France aux devantures des libraires un petit volume portant le titre modeste de *Travaux*. L'auteur, un authentique ouvrier manuel de quarante-un ans dont c'était là le premier livre, nous parlait d'une façon très neuve des rapports, d'une richesse insoupçonnée, qu'il établissait avec le monde des choses à travers son travail. Navel se révélait en outre moraliste, préoccupé d'atteindre à plus de sensibilité, à plus de conscience, en dépit des obstacles redoutables que l'implacable rigueur de la condition ouvrière accumulait sur son chemin. Page après page on assistait à cette lutte tenace, malgré les accès de

découragement et les retombées, d'un ouvrier qui ne voulait rien abdiquer de ses aspirations d'homme libre à vivre plus intensément, aussi bien par le cœur que par l'intelligence. Bientôt Navel, qui écrivait son livre à la première personne, nous expliquait comment il se rendit compte très jeune que son humanité était non seulement menacée mais contestée par l'ordre social existant. Pour tenter de sauver ce qui pouvait l'être il oscilla entre deux pôles. Tantôt il espère pouvoir faire son salut en même temps que tous les prolétaires, grâce à l'action politique, tantôt il essaye de se sauver tout seul en échappant à l'emprise de l'usine. Les récits que Navel donnait dans *Travaux* et plus tard dans *Parcours* et *Sable et Limon* de ce long combat qu'il devait livrer, entre 1919 et 1945, contre l'engloutissement qui le menaçait dans des tâches purement alimentaires, dressaient finalement, bien sûr, un bilan de faillite. Mais d'une faillite qui n'avait rien d'une débâcle. Malgré l'inégalité de la lutte Navel avait connu des moments de bonheur et d'exaltation. Il avait préservé sa santé physique et aussi son juvénile appétit de beauté, de générosité et d'amitié. Il n'avait rien renié, rien trahi de ses aspirations de socialiste humaniste. En 1945 une telle attitude, qui illustrait en somme l'itinéraire de toute une génération passée par le Front populaire et la Résistance, valut à Navel de nombreuses sympathies. Son livre eut une excellente presse. Navel était lancé, promu écrivain, édité bientôt par Gallimard.

Mais pourquoi donc et comment cet ouvrier manuel avait-il bien pu avoir l'idée de se mettre à écrire des livres ? Le pourquoi de sa volonté de s'exprimer par la plume Navel nous le confiait naguère dans une lettre personnelle : « Une plume en main », écrivait-il, « j'ai parlé du travail pour anéantir l'image vague qu'on a des ouvriers en général, en montrant un homme d'une pleine humanité... un homme dont la part d'humanité n'est pas moins grande que celle des gens d'autres catégories que l'ouvrière. » En effet, l'ouvrier, le salarié se sent bien souvent ravalé au rang de machine, de robot par celui qui l'emploie. Cette humiliation en lui de la personne humaine par la société industrielle le fait beaucoup plus souffrir que la dureté de sa tâche ou la modicité de son gain. Dans cette même lettre Navel définissait encore son premier livre de « petit effort de dignification du monde du travail » écrit « dans une sorte de face à face avec les bourgeois rétrogrades et de manière à les troubler. » Nous reviendrons sur ce point, mais qu'il nous suffise de souligner pour le moment que le souci d'exprimer, de communiquer son expérience de la vie ouvrière à un auditoire bourgeois figure parmi les mobiles majeurs de Navel.

Mais comment donc Navel, qui quitte l'école à douze ans comme tous les enfants de son milieu, parvient-il à devenir l'auteur de plusieurs livres d'une écriture fort soignée ? D'abord il lit beaucoup et, dans les romans, il apprend l'orthographe, le sens des mots, c'est-à-dire un peu plus, malgré tout, que bien des candidats au certificat d'études. Adolescent Navel continue à lire, à étudier, à travers d'incroyables difficultés tant matérielles que morales. La liste de ses lectures, que nous avons dressée, montre que ce sont celles-là mêmes de l'intelligentsia de l'époque, abonnée à la *N.R.F.*, férue de philosphie et de littérature étrangère. Plus tard Navel fait, par ailleurs, la connaissance de quelques intellectuels patentés, dont notamment le philosophe allemand réfugié en France, Bernard Groethuysen. Celui-ci devait l'aider à orienter ses lectures en même temps qu'il critiquait avec la compétence d'un « professionnel » de l'écriture ses premiers essais. En bref Navel a fait ses classes. Pas sur les bancs du lycée bien sûr, mais somme toute de façon régulière et à la meilleure des écoles, celle des grands esprits. En écrivant il a cultivé son talent d'expression, poli son style. En lisant, puis en commentant ses lectures, plume en main, il a nourri son intelligence, affermi son inspiration...

# Réflexions sur le congrès de la Fédération F. O. du Bâtiment

*Il n'est sans doute pas mauvais de revenir sur certaines des dernières assises syndicales, notamment le congrès de la Fédération F.O. du bâtiment*

*qui s'est tenu au début de novembre, avant le congrès confédéral, et que commentent pour nous les camarades P. Riguidel et J. Nicolas.*

## UN CONGRÈS PRÉFABRIQUÉ ET DIRIGÉ PAR UNE FRACTION

Je n'ai pas l'intention d'ouvrir une polémique avec la direction fédérale, laquelle est en fonction depuis des lustres et sait très bien préparer un congrès. Je ne suis pas contre la préparation d'un congrès si elle a pour but de rassembler les meilleurs militants pour étudier en commun les meilleures méthodes de lutte pour l'amélioration des conditions des ouvriers du bâtiment et des industries annexes, pour dégager une orientation nouvelle de notre mouvement. De cela, il fut sans doute question du bout des lèvres, sans grande conviction, en tablant sur les commissions paritaires et non sur l'action directe. De temps en temps, on se réfère à la Charte d'Amiens, pour combattre la centrale concurrente, mais en se gardant bien d'en développer l'esprit réel.

Nos dirigeants accusent les autres de vouloir domestiquer le mouvement syndical par leur parti politique, mais eux-mêmes préparent, dirigent, orientent par l'intermédiaire d'une fraction politique dont sont membres la plupart des dirigeants. Je n'en veux pour preuve que le phénomène suivant : un homme-lige passe et repasse dans les travées des délégués — mais jamais aux tables où sont groupés ceux qu'on appelle « les Parisiens » ; il est chargé des missions de la fraction. Il faut souligner aussi la partialité des présidents : ils appuient ou n'appuient pas sur le signal rouge selon le sens des interventions. Ainsi, le délégué de Lille parle 40 minutes : pas de lumière rouge. L'auteur de ces lignes parle sur l'orientation : après 25 minutes montre en mains, le signal rouge le rappelle à l'ordre.

Comme je protestais, le camarade Boucher, président, fonctionnaire de la formation professionnelle accélérée, crut bon de me baptiser : je n'ai pas de leçon de syndicalisme, dit-il, à recevoir d'un anarcho-syndicaliste ! Je dirai seulement à mon curé (puisqu'il m'a baptisé) que le syndicaliste que je suis — rien que cela — a de nombreuses actions syndicales à son palmarès et qu'il eut aussi à subir plusieurs fois la répression. Un militant ne fait pas l'apologie de sa personne, mais je fus bien contraint de remettre à sa place un « fédéral » en raison des procédés qu'il employa contre un militant qui ne partage pas ses opinions. Ce sont les procédés de la maison d'en face que l'on prétend combattre.

On en arrive à cela par la déformation d'un militant depuis trop longtemps en place, qui défend ses prérogatives et qui voit dans toute critique, même constructive, une atteinte à sa carrière et à sa tranquillité. Il se défend par n'importe quel moyen. Il s'identifie à l'organisation qu'il dirige, tout comme tel grand personnage s'identifie à la France. Voilà où l'on en arrive avec le syndicalisme de carrière, quand le militant fait place au fonctionnaire rééligible !

### A mon camarade faïencier de Lunéville

Le camarade Blaise a cru bon d'écrire qu'il fut défavorablement impressionné par l'attitude au congrès des camarades de la région parisienne. C'est le Bureau fédéral qui nous le dit en soulignant qu'il a placé 205 cartes et 1.500 timbres. Déjà Courteline et le train de 8 h. 47 avaient rendu

Lunéville célèbre ! Le camarade Blaise, membre de la commission exécutive, emboîte le pas au Bureau fédéral qui veut dresser la province contre Paris. Au bon vieux temps des rois, on faisait déjà appel à la province contre le Paris des frondeurs. Mais, mon cher camarade, cette délégation parisienne était composée d'une belle brochette de Bretons, Auvergnats, Toulousains, Espagnols, Italiens, Russes... et autres provinciaux ! Je te félicite sans arrière-pensée pour la représentativité de ton syndicat. Mais médite sur le fait suivant : l'homme-lige de Fréour, dont je parlais tout à l'heure, travaille dans la plus grande entreprise de peinture de Paris ; il est le seul syndiqué à F.O. sur 500 ouvriers ; il n'a pas su en convaincre d'autres. Mais c'est quand même lui qui a été élu à la Commission exécutive fédérale contre ses camarades représentant 99 % de l'inter-syndical parisien. Trouves-tu normal de se faire présenter par le syndicat de Lille contre son propre syndicat ? Est-ce le hasard ou bien un mot d'ordre extérieur qui explique une telle candidature ?

Structurée comme elle l'est, notre fédération est un monstre hybride. Elle ne répond nullement à ce qu'attendent d'elle les ouvriers de nos professions. Cette constitution est sans doute la conséquence de la scission confédérale. Dans la précipitation, on a fait un peu comme des naufragés dans une île. On a bâti avec n'importe quoi. Si l'on veut que l'action soit efficace, c'est vers une décentralisation qu'il faudra s'orienter à brève échéance. Aux militants d'y songer et de faire en sorte que notre fédération du bâtiment reprenne sa place à l'avant-garde du mouvement ouvrier de ce pays.

Pierre RIGUIDEL.

## LES ANCIENS DU BATIMENT NE S'Y RECONNAISSENT PLUS...

La Fédération du Bâtiment Force Ouvrière est aussi celle du Bois, de la Céramique et du Papier-Carton. Au moins trois fédérations en une seule ; avec à sa tête le camarade Fréour, de l'Ameublement. Cette singularité explique en partie la tournure des débats qui ne rappelle que de loin l'atmosphère des anciens congrès du bâtiment.

Le discours du camarade Ventejol, représentant le Bureau confédéral, fut très écouté. On applaudit aussi beaucoup les délégués fraternels de Belgique et d'Allemagne.

La discussion du rapport moral fédéral devait révéler les capacités manœuvrières en même temps que l'épiderme chatouilleux du secrétaire général Fréour. Celui-ci tomba à bras raccourcis — en paroles s'entend — sur le représentant du comité intersyndical de la région parisienne, celui-ci ayant le mauvais goût de ne pas voter pour le rapport moral.

Beaucoup de délégués n'approuvèrent pas cette diatribe ; elle aboutit toutefois à faire écarter de la Commission exécutive les camarades présentés par le Comité intersyndical parisien.

Nous avons senti un relent politique très net. Mais nous en avons connu d'autres...

J. NICOLAS.

# LA VOIX DES SYNDICALISTES DE LA LOIRE

## PETIT TOUR D'HORIZON SYNDICAL

### LES SYNDICALISTES AMERICAINS PLACÉS DEVANT LE PROBLÈME DU CHOMAGE

L'année 1963 se termine par une note optimiste aux U.S.A. L'indice de la production industrielle s'est élevé en cette fin d'année ; le produit national brut serait en augmentation de 3,8 sur l'année précédente, et les patrons et économistes, en général, le prévoient bien supérieur en 1964.

Mais le progrès technique a son revers. Si l'automatisation a procuré du travail à des salariés dans la chimie (surtout à des cols blancs) : 200.000 de plus en dix ans, elle a privé d'emploi 250.000 mineurs de fonds, 80 à 100.000 ouvriers des aciéries... Dans le textile, depuis 1947, les effectifs sont passés de 1.240.000 à 880.000...

En mai 1963, on comptait 3.800.000 chômeurs, soit 5,7 % de la main-d'œuvre disponible, sur lesquels 2.500.000 seraient victimes du progrès technique. En cette fin d'année, le nombre des chômeurs dépasse 4 millions. L'introduction de l'automatisation élimine 1.500.000 emplois chaque année, dans le même temps où il faut procurer du travail à 1.350.000 jeunes. De 68 millions en 1963, dont 36 % de travailleurs manuels, les effectifs disponibles passeraient à 81 millions en 1975.

Le problème de l'emploi revient au premier plan des préoccupations sociales. Comment le résoudre ? Dans un pays techniquement développé, à un degré qui pourrait le faire considérer comme approchant de la maturité, avec les marques de décroissance (ou de croissance ralentie) qui la caractérisent, c'est délicat, surtout quand ce pays ne peut se résoudre à faire craquer les vieilles structures qui entravent le progrès social. Le taux d'accroissement de la production qui est d'environ 4 % ne semble plus suffisant pour absorber à la fois les victimes de l'automatisation et la montée des jeunes ; pas suffisant non plus pour assurer le développement et la généralisation du mieux-être, car aux U.S.A., il y a encore une couche importante de familles à faible revenu à côté des 100.000 millionnaires (en dollars) et des 12 % d'Américains qui disposent d'un revenu annuel supérieur à 10.000 dollars (5 millions d'anciens francs).

Le vent est cependant revenu à l'optimisme du côté patronat et économistes, en général. M. Kennedy avait dû faire des concessions aux maîtres de l'économie et freiner sa politique sociale. Aux U.S.A. on reste figé dans les structures qui datent de Washington, mais ne conviennent plus à l'économie de croissance, même à l'ère de l'automatisation.

Quelle va être la position de la puissante A.F.L.-C.I.O. qui groupe 13,5 millions de syndiqués dans ses 113 syndicats, soit le quart des salariés ? Meany penserait qu'on peut s'en tenir aux méthodes traditionnelles d'action pour la défense des intérêts immédiats des travailleurs. Walter Reuther et des jeunes plus audacieux parleraient de prise de responsabilités économiques pour réaliser les réformes sociales qui s'imposent.

Pour accélérer la production et augmenter l'emploi, le capitalisme américain peut avoir recours à l'injection de pouvoir d'achat nouveau, selon la méthode keynésienne, et procéder à des investissements massifs pour l'éducation nationale, le logement, les routes... soit en élargissant le déficit budgétaire, soit en prélevant une part du revenu des détenteurs des moyens de production (qui est croissant). Mais la structure du pays, l'attachement des capitalistes au libéralisme ou tout au moins leur hostilité à l'intervention de l'Etat, les traditions... constituent des obstacles à toutes mesures d'ensemble imposées à l'écono-

mie. Il en est de même pour les réformes sociales, applicables par les Etats qui peuvent être plus ou moins hostiles à tout projet qui leur serait soumis. Nos camarades syndicalistes américains ont raison de vouloir intervenir dans l'orientation de l'économie et pour l'application de grandes réformes sociales. Ils ont déjà préconisé une solution : la semaine de 35 heures. C'est certainement une réalisation possible au stade actuel de l'économie américaine, mais le capitalisme américain la juge inopportune et même dangereuse, en raison du relèvement des coûts qu'elle déclenche et des perturbations qu'elle provoquerait dans l'évolution économique. De toute façon, quelles que soient les solutions envisagées, dès qu'elles prennent le caractère de mesures générales imposées, on se heurte à des traditions, aux vieilles structures politiques, juridiques et économiques. C'est une grande bataille qu'il faut engager pour imposer un progrès économique et social qui implique le plein emploi. Le mouvement syndical devrait, en pareilles circonstances, voir loin et haut et apporter les solutions hardies que ni les républicains ni les démocrates ne sont capables de préconiser parce qu'ils sont l'expression de ce capitalisme qui risque de s'entraver dans de vieilles barrières qu'il ne veut pas briser. Peu importe que les solutions soient rattachées à une idéologie révolutionnaire, comme cela se passe en Europe occidentale. Il suffit qu'elles répondent au besoin de croissance dans le plein emploi, qu'elles soient dans le sens d'un progrès économique qui provoque le progrès social... et qu'elles engendrent la confiance chez les salariés, tels qu'ils sont. Mais, dans cette voie le mouvement syndical doit garder sa totale indépendance, ne pas se lier à des forces politiques incapables de se libérer des entraves du passé. Il a l'occasion d'apparaître comme une force neuve qui trace la voie du progrès.

C'est un scandale de laisser dans l'oisiveté des millions de travailleurs et de couper l'espoir aux générations qui montent. Contre ce scandale il faut élaborer un programme de redressement qui apporte les solutions précisées et qui mette en relief les difficultés que les maîtres de l'heure ne veulent pas voir, mais qu'un vaste mouvement d'espoir et de rénovation balayerait.

### EN HOLLANDE, LA POLITIQUE CONCERTÉE DES SALAIRES A L'ÉPREUVE

En Hollande, régnait l'harmonie entre patrons et salariés. Chaque année, délégués patronaux et délégués ouvriers (9+9), réunis dans la Fondation du travail, établissaient le pourcentage limite de l'augmentation des salaires en fonction de l'augmentation prévisible de la population.

Mais voilà que, en raison du manque de main-d'œuvre qualifiée, les patrons ont passé outre la recommandation de ne pas dépasser les 4 % d'augmentation des salaires en 1963. Certains ont accordé 8 %. Et le coût de la vie (prix de détail) vient de dépasser le relèvement des salaires.

Malgré une politique concertée, l'inflation se dessine, les salaires sont devancés par les prix et, pour la première fois depuis 15 ans, les syndicats

passent à l'action. Il n'est plus question de 4 %. Les 250.000 métallos ont obtenu 10 % de relèvement à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1964, les entreprises étant autorisées à accorder des hausses supplémentaires de 4 %. Les syndicats réclament en général des hausses de salaires de 8 à 10 %, plus 2 jours de congés annuels supplémentaires (soit 3 semaines) syndical a conservé son indépendance avec la pratique de la politique concertée. C'est le gage de la réussite de son action actuelle.

Une politique concertée ou une pénétration contrôlée dans des institutions sociales est moins dangereuse au sommet et peut rester compatible avec l'indépendance ; une pénétration à la base prématurée octroyée et non acquise, risque beaucoup plus d'aboutir à une intégration des cadres qui n'ont bientôt de représentatif de leur classe que le titre correspondant à leur ancienne fonction syndicale et se trouvent coupés des syndiqués.

## LE SYNDICALISME ALLEMAND CONTRE L'ETATISATION

La D.G.B., la C.G.T. unique de l'Allemagne fédérale qui groupe 6.500.000 salariés veut se contenter d'obtenir l'amélioration des conditions de travail et de vie des ouvriers allemands, dans le cadre économique actuel. A son congrès de Düsseldorf, contrairement aux décisions de Munich, en 1949, elle s'est prononcée contre la planification autoritaire et contre la nationalisation des industries-clés.

Dans ce pays d'économie libérale, l'action syndicale doit pourtant être efficace puisque, entre 1959 et le milieu de 1963, l'augmentation réelle du pouvoir d'achat a été de 25 % alors qu'elle atteignait seulement 17 % en France. Dans 18 industries allemandes sur 22, d'après les enquêtes de la C.E.E. et de l'I.N.S.E.E., les coûts sont supérieurs aux coûts français : + 17 % dans le textile synthétique, + 44 % dans les brasseries. Seize industries ont un coût supérieur de 10 % et plus.

Entre le 1<sup>er</sup> octobre 1962 et le 1<sup>er</sup> juillet 1963, les hausses ont été très comparables dans les pays du marché commun, sauf en Italie où elles atteignent 11 % contre 7 % en France.

Depuis 1960, en France, la hausse des salaires aurait été de 2 % par trimestre, rythme légèrement supérieur à celui qui a été enregistré en Allemagne.

## EN FRANCE, LA MENACE D'INTEGRATION N'EST PAS ECARTÉE

L'année 1963 se termine en pleine expérience de stabilisation des salaires. Car c'est de cela qu'il s'agit depuis le 12 septembre. Ce plan de stabilisation des prix se ramenant au fond à un ensemble de mesures spectaculaires pour la faire accepter. Les salaires ont été relevés d'environ 9 % en 1963, mais les prix ont monté de 6,40 %, ce qui laisse une amélioration réelle de 2,6 %, alors que la production industrielle a augmenté de 6 %. Quant aux fonctionnaires et travailleurs du secteur nationalisé, ils en sont réduits au rattrapage de 4,25 à 6 % qui leur avait été consenti, ce qui veut dire qu'ils n'ont rien rattrapé du tout quand ils n'ont pas subi un nouveau recul.

L'application stricte du blocage des prix, l'abaissement des droits de douane et les restrictions de crédit auraient pu provoquer un ralentissement général de l'activité des entreprises. Ce ralentissement, souhaité et voulu, s'est déjà dessiné dans les fabriques de machines-outils qui ont vu s'amenuiser leur carnet de commandes. Depuis un an, les effectifs de cette branche ont été réduits de 4 %. Mais le gouvernement avait tout de même senti le danger d'un ralentissement trop prononcé des investissements, se réservant de ne pas contrarier et même d'encourager les entreprises en expansion qui veulent s'équiper à long terme sans s'endetter à des prix trop élevés, à condition qu'elles n'ac-

cordent pas de hausse de salaire, même si elles y sont poussées par le manque de main-d'œuvre. N'eût-il pas été préférable d'accélérer à temps — selon les demandes pressantes de la fédération de l'Education nationale qui a vu fermer les portes des écoles professionnelles à des milliers de jeunes — la formation d'ouvriers professionnels ?

Les syndicats ne se plient pas à une politique plus 10 % de revalorisation des pensions et des retraites avec versement avant la fin de l'année d'une indemnité de vie chère...

Comment cela se terminera-t-il ? Le mouvement d'austérité destinée à frapper les seuls salariés. Le gouvernement n'en poursuit pas moins l'augmentation de ses dépenses, maintenant ainsi l'ambiance inflationniste. Les dépenses du Trésor ont été, au cours des huit premiers mois de 1963, de 17 % supérieures à celles de la période correspondante de 1962, laissant un découvert de plus de 8 milliards dont les salariés de l'Etat n'ont pas profité, puisque leurs traitements n'ont pas été ajustés à l'augmentation du coût de la vie, dont l'Etat a bénéficié. C'est dans cet excédent de dépenses qu'il faut trouver la cause principale de l'inflation et non dans l'expansion et dans les hausses de salaires. Et pendant qu'on stabilisera les salaires on continuera à augmenter les dépenses improductives, celles de la force de frappe, entre autres, qui sont inscrites pour 3,98 milliards, mais qui se retrouvent dans les 20 milliards du budget militaire.

Le budget de 1964 a seulement prévu un ralentissement des dépenses administratives : 7,9 % d'augmentation au lieu des 12,2 % de 1963.

La conférence de la rue de Montnignac sur la politique des revenus ne nous apportera rien de positif. Peut-on même espérer qu'elle fera dresser le tableau des différentes formes de revenus ? Il y aurait, en ce moment, pour les revenus, des disparités allant de 1 à 350. Qui se trouve au sommet de l'échelle ? Il serait intéressant de le connaître, et par localité, avant d'entreprendre une politique des revenus favorable aux plus défavorisés, même si c'est, en partie, au détriment des parasites qui bénéficient de situations acquises sans donner à la société des produits ou services réellement utiles.

C'est tout de même criant de ne frapper que les salariés, quand tous les bénéficiaires du système actuel de distribution, certaines professions qui échappent à la vigilance des agents du fisc, les bénéficiaires des dépenses improductives... contiennent à étaler leur aisance.

Voilà pourquoi le gouvernement voudra peut-être, en contre-partie du blocage des salaires, mettre en avant quelque réforme spectaculaire, la réforme de l'entreprise, peut-être. Ce serait fort habile, car il pourrait ainsi détourner le mouvement syndical de ses tâches traditionnelles en absorbant ses cadres dans des délégations à des organismes où ils auraient l'illusion d'exercer un contrôle réel ou une participation effective à la gestion. Les cadres syndicaux, non préparés, en général, à une telle activité, y trouveraient peut-être des satisfactions personnelles, comme certains détachés des comités d'entreprise aux œuvres sociales ; la satisfaction, peut-être, de coopérer avec les cadres de l'entreprise et de se mouvoir parmi le personnel de direction. Nous assisterions à une promotion ouvrière, ou plutôt à une promotion de militants ouvriers qui s'évaderaient de leur mission syndicale. Toute réforme sociale qui s'octroie et fait appel aux dirigeants syndicaux seulement, est dangereuse. Il n'y a de conquêtes sociales réelles que celles qui sont le résultat d'un effort à la base, qui sont l'œuvre de l'organisation syndicale elle-même. C'est pourquoi il faut faire vivre les sections syndicales, les comités d'entreprise ; c'est d'eux que doit revenir l'initiative de réformer l'entreprise à la faveur des résultats enregistrés, les bons et les mauvais, et de l'expérience acquise.

U. THEVENON.

# LA STRUCTURE SOCIO-PROFES- SIONNELLE DANS LA METALLUR- GIE DE LA LOIRE

Pour bien comprendre les luttes sociales, il est important de suivre les variations de la composition de la population active et de la composition du personnel des entreprises, cela parallèlement à l'évolution du niveau de vie et du genre de vie. C'est plus scientifique et plus « marxiste » que d'adapter la situation aux vieux clichés de propagande du siècle dernier qui s'appliquaient à des travailleurs bien différents.

D'après une enquête du Comité d'expansion économique de la Loire, le personnel salarié de la

métallurgie a évolué comme suit, en moyenne, dans les diverses branches d'activité :

	1954	1961
Manceuvres et O.S. ....	46,4 %	41,9 %
O.P. ....	35 %	36,8 %
Mensuels ....	19,6 %	21,3 %

En France, en 1961, d'après l'Union des industries minières et métallurgiques, dans le personnel de l'industrie des métaux, les manceuvres et O.S. entraînent pour 47,7 %, les O.P. pour 27,6 % et les mensuels pour 24,7 %.

Si nous examinons la structure par catégories professionnelles des branches de la métallurgie, nous avons les chiffres suivants dans les établissements de plus de 10 salariés, en 1961 (1) :

	Effectifs totaux	Manceuvres					Employés	Ingénieurs cadres
		O.S.	O.P.	A.M.	A.T. dessin			
Sidérurgie, métallurgie .....	13.830	603	5.042	5.124	740	878	1.121	322
Equipements, construction de machines ..	15.110	688	3.512	7.081	722	1.348	1.244	515
Mécanique générale, armes .....	9.950	218	3.614	3.305	500	312	1.707	294
Articles métalliques divers .....	10.000	522	4.129	3.522	518	363	650	296
Automobiles .....	3.860	267	1.583	1.256	137	211	328	78
Cycles et pièces détachées .....	3.410	303	1.682	853	177	58	211	126
Construction électrique .....	1.400	98	532	276	85	195	141	83
Précision, optique .....	1.200	88	638	271	60	35	68	40
Ensemble .....	58.750	2.777	20.732	21.648	2.949	3.400	5.470	1.754
En pourcentage .....		4,7	35,3	36,8	5	5,8	9,3	3
Pour la métallurgie française .....		8,3	39,4	27,6	4,5	6	11	3,2

La plus forte proportion de mensuels dans l'ensemble de la métallurgie s'explique par le fait que la région parisienne concentre une grande partie des états-majors des grandes entreprises

métallurgiques.

Si l'on considère l'importance des établissements, en pourcentages, on a le tableau suivant pour 1954 et 1961 :

Etablissements concernés			Manceuvres					Employés	Cadres
			O.S.	O.P.	A.M.	A.T.			
10 à 50 salariés .....	31	En 1954 .....	11,6	46,3	21,5	4,4	0,7	8,7	7,2
		En 1961 .....	11,4	46,1	22,7	5,2	1	7,3	6,3
51 à 200 salariés .....	19	En 1954 .....	14,3	41	27,8	4,7	1,3	7	3,8
		En 1961 .....	12,6	40,7	27,2	5,9	2	8	3,6
Plus de 200 salariés ....	20	En 1954 .....	7,1	37,8	36,4	4,3	5	7,1	2,3
		En 1961 .....	4,3	36	38,2	4,8	6,5	7,7	2,5
Ensemble .....	70	En 1954 .....	8	38,4	35	4,3	4,4	7,2	2,7
		En 1961 .....	5,3	36,6	36,8	5	5,8	7,7	2,8

On constate que plus l'établissement est important, plus il emploie de main-d'œuvre qualifiée, mais, quelle que soit la taille de l'établissement, l'évolution moyenne est la même. Il s'agit bien, comme le notent les auteurs, d'une réalité de structure.

Les effectifs salariés de la Loire, qui s'élèvent à 63.500 en 1961, devraient atteindre 70.000 en 1965. Les besoins annuels sont particulièrement importants pour les ouvriers qualifiés (entre 1.240 et 1.550) alors que la formation actuelle correspond seulement à 1.180 professionnels par an.

Le déficit est beaucoup plus lourd pour les cadres moyens où les besoins sont évalués de 605 à 770 personnes par an, pour une formation de 430.

Nos établissements d'enseignement technique sont très en retard et ne sont pas assez développés. Ils refusent des centaines de places faute de locaux et de maîtres. D'autre part, la tendance, chez les jeunes à éviter les métiers manuels pour s'orienter vers les établissements d'enseignement général, même s'ils sont incapables de poursuivre ces études, alors qu'ils pourraient souvent suivre avec plus de profit l'enseignement technique, provoque un recru-

tement d'un niveau moins élevé dans ce dernier enseignement. Ajoutons à cela le niveau relativement bas des salaires dans la Loire, par rapport au Rhône et à l'Isère. D'où une émigration des meilleurs éléments vers ces départements. Il faut donc assurer une meilleure orientation professionnelle au départ, renforcer l'enseignement technique et améliorer et développer les moyens de promotion plus efficaces (enseignement à mi-temps par exemple).

(1) O.S. : ouvriers spécialisés ; O.P. : ouvriers professionnels ; A.M. : agents de maîtrise ; A.T. : agents techniques.

**Quand les ouvriers cherchent à mettre un frein au surtravail par une hausse des salaires, ils ne font que remplir un devoir envers eux-mêmes et leur race.**

Karl MARX.

# HIÉRARCHIE, PROBLÈME N° 1

Les militants qui éditent l'organe de critique et d'orientation révolutionnaire « Socialisme ou Barbarie » ont adressé à certains de nos amis une communication intéressante soulignant que « le capitalisme essaie d'exclure les hommes de la direction de leur propre activité », que « Le problème posé aux travailleurs objectivement, dans les sociétés modernes, est celui de leur vie concrète de producteurs, du sens de leur travail et finalement de leur vie. Ils ne peuvent le résoudre qu'en bouleversant l'ensemble des structures et des rapports sociaux. »

Ces camarades annoncent la préparation d'une brochure sur la Hiérarchie et, sur ce point, nous pensons utile de publier un extrait de la réponse d'un des premiers abonnés de la « R.P. », le camarade Baranton :

« Le P.C. russe nous disait dans les années 20 : « il faut remettre la machine en route, nous avons besoin des techniciens russes et étrangers, et nous devons les payer au tarif des pays capitalistes ».

« Hélas, on fête là-bas les « 46 ans », les directeurs et techniciens ont été formés par le régime, dans ses écoles, avec l'argent du peuple. Ils devraient être pénétrés de la nouvelle morale et c'est en Russie que les différences sont peut-être les plus grandes, que l'éventail de la hiérarchie est le plus distendu ! »

« Bien entendu, ce qui n'était sans doute au début qu'une obligation circonstancielle, est devenu par la suite, partout, une question de principe, un exemple qui s'impose et la C.G.T. a modifié ses vieux statuts, qui dataient de Peloutier, pour accepter dans son sein les plus hauts cadres de l'industrie et du fonctionariat. »

« A partir du moment où, d'une part, les C.G.T. acceptent les cadres jusqu'aux directeurs inclus, où, d'autre part, les confédérations syndicales ont signé des conventions collectives réglant minutieusement les différences de salaires, selon une échelle qui peut ailer dans certaines professions de 1 à 18 (et peut-être plus car je ne les connais pas toutes) sans compter les « frais de représentation », d'automobile, d'essence, etc., qui s'ajoutent aux plus hauts salaires, à partir enfin du moment où les partis dits ouvriers ont ratifié et admis ces conventions, on peut dire que la lutte de classe a considérablement perdu de son acuité pour les adhérents de ces syndicats et partis. »

« Il n'y a plus de capitalistes. Ces messieurs sont maintenant « présidents-directeurs-généraux » de leurs sociétés, c'est-à-dire salariés de leurs entreprises, assurés sociaux (!) et bénéficiaires, comme leur manœuvre-balai de la Sécurité Sociale des travailleurs salariés... »

« L'inertie ouvrière dans ces conditions s'explique aisément. On ne voit vraiment pas, en effet, dans quel intérêt les travailleurs se mettraient en quatre, avec tous les sacrifices possibles, pour déposséder un patron, dont le bénéfice atteint 20 fois le salaire d'un ouvrier, afin de le remplacer, dans sa fonction dirigeante, par un « directeur » recevant le même bénéfice, en l'appelant « salaire... »

« Après s'être fourvoyé à la suite des « guides éclairés du prolétariat », le Socialisme doit revenir à sa source, à son point de départ qui est une révolte contre l'inégalité, la revendication de la fraternité (c'est-à-dire l'égalité et la liberté) tant

au point de vue économique que de la gestion des affaires publiques. »

« ECONOMIQUE : pour un révolutionnaire, pour un socialiste, il me semble que la satisfaction d'être placé à un poste de responsabilité, de créer, de conseiller, d'accomplir un travail de technique ou de direction exaltant, est une récompense suffisante, sans en rester à la bêtise militaire ou stalinienne : soldat 1 ration, commandant 5 rations, général 10 rations... »

« GESTION : la formule du « tiède » Jaurès est toujours valable : « le socialisme est une vaste coopération où les travailleurs organisent l'atelier, le travail et la production selon le type républicain, sous la direction de chefs librement élus et administreront la production enfin organisée. » (Discours à la Jeunesse 1903).

« Conseils des ouvriers et employés pour la gestion des entreprises ; Conseils des travailleurs des communes pour la gestion des affaires locales ; délégués les plus qualifiés placés aux postes de coordination centrale et rémunérés par un salaire ouvrier (comme les « ministres » de la Commune de Paris). Voici, à mon sens, exprimés en quelques lignes, les buts de notre action en vue du Socialisme.

**R. BARANTON.**

ancien député du Bloc  
Ouvrier-Paysan de 1924.

## LES SALAIRES FRANÇAIS SONT MOINS ÉLEVÉS QUE LES SALAIRES ALLEMANDS

Un des grands arguments du patronat lorsqu'on discute salaires, c'est la concurrence des autres pays du marché commun. Or, les statistiques des Communautés européennes nous montrent que la France n'est pas le pays de la Communauté où les salaires sont le plus élevés. C'est plutôt l'Allemagne. Qu'on en juge par ces quelques chiffres (ils datent de 1961 pour les industries manufacturières et de 1962 pour le charbon et l'acier.

Coûts horaires 1961

	Allem.	France	Italie	Pays-Bas	Belgique	Luxemb.
Bonneterie .....	3,92	3,53	2,84	2,76	2,91	
Confection .....	3,76	3,09	2,81	2,37	2,64	2,37
Imprimerie .....	5,29	6,39	4,97	4,44	4,36	5,36
Fabrication de matériaux de construction .....	4,83	3,59	2,96	3,82	4,59	
Construction métall. ....	5,54	4,40	3,78	4,21	4,67	
Boulonnerie .....	4,70	4,04	4,09	3,98	4,24	
Outillage agricole ..	4,29	4,47	3,16		3,91	
Construction de machines agricoles ..	4,99	4,81	3,72	4,24	4,35	
Sidérurgie .....	7,51	5,99	6,08	7,33	6,65	7,47
Mines de houille ..	8,17	8,16	5,38	7,86	6,75	
Mines de fer .....	6,51	10,06	5,04			9,39

Gains nominaux bruts moyens  
dans l'ensemble des industries en 1961 et 1962

1961 .....	3,70	2,80	2,04	2,80	3,24	4,42
1962 .....	4,08	3,03	2,34	3,05	3,50	4,80



# NOUVELLES INTERNATIONALES

sans commentaires (ou presque)

## JOHNSON ET ERHARD D'ACCORD POUR RENFORCER L'ALLIANCE ATLANTIQUE

La rencontre au Texas du chancelier Erhard et du président Johnson, si l'on en juge par le communiqué commun qui a été publié, donne l'impression d'une harmonie parfaite entre les deux hommes d'Etat, chacun y trouvant la satisfaction de ses objectifs principaux.

Pour l'Allemagne, la confirmation du soutien total de sa revendication capitale, à savoir « qu'aucun accord ne devrait être conclu pouvant perpétuer le statu quo de l'Allemagne divisée » et l'engagement de défendre son unification dans la liberté. Et, en attendant, maintien à leur niveau actuel des forces militaires américaines en Allemagne.

Pour les Etats-Unis, promesse du chancelier d'assouplir les relations commerciales de l'Europe des « Six » et au besoin « d'interpréter » les récents accords de Bruxelles pour « tenir compte des espérances américaines » et concilier leurs intérêts avec ceux de l'Europe occidentale.

Et cela, naturellement, « sans nuire aux bonnes relations de l'Allemagne avec la France », ce qui n'est nullement inconciliable avec son amitié pour les Etats-Unis « qui constitue un élément vital » pour l'Allemagne.

## LA TREVE A SENS UNIQUE DU « MUR » DE BERLIN

On sait qu'un protocole d'accord a permis aux Berlinoises de l'Ouest qui ont de la famille dans la partie Est de l'ancienne capitale de s'y rendre pour 24 heures. La même autorisation restait par contre, refusée à ceux de l'Est, parce que l'on redoute que, sur les 500.000 Berlinoises qui l'habitent, le plus grand nombre n'effectueraient que le voyage aller. Et parmi ceux qui ont tenté l'aventure, on sait qu'ils ont essuyé des coups de feu de la part des « vopos » de l'Est et qu'un jeune homme fut tué.

A présent, on s'interroge sur les conséquences politiques de cette « perméabilisation » du mur et l'on se demande si le gouvernement de Pankow ne va pas s'en prévaloir pour obtenir sa reconnaissance par les Occidentaux, puisque, selon les conventions d'armistice, tout problème intéressant l'Allemagne de l'Est doit être discuté avec les autorités russes.

## L'AFRIQUE DU NORD ENTRE « K » ET MAO

Après Le Caire et Alger, M. Chou En Lai et sa suite se sont rendus à Rabat et ils viennent de décider d'inclure Tunis dans leur périple africain. Les leaders communistes chinois ne se sont pas arrêtés à la couleur politique de leurs hôtes africains. Ils se sont aussi bien entendus avec le national-socialiste Nasser qu'avec le révolutionnaire Ben Bella et le roi Hassan II, comme ils vont s'entendre avec le bourgeois Bourguiba. C'est que tous les nouveaux Etats africains sont des pions qu'il faut savoir utiliser d'abord contre le « colonialisme, le néo-colonialisme et l'impérialisme », c'est-à-dire toujours contre l'Occident, même après qu'il s'est dépouillé de ses colonies et quoi qu'il fasse en faveur des nouveaux Etats indépendants. Ensuite pour essayer de supplanter l'influence de l'U.R.S.S. auprès de ces Etats et les entraîner à cette seconde conférence de Bandoung qui marquerait le succès de leur tentative d'apparaître comme les leaders du « tiers monde ». Mais cela ne semble pas encore acquis. Si Ben Bella y a donné son accord, Nasser ne tient pas à mécontenter son ami Tito et Hassan II, est assez hésitant.

Sur le plan économique, il est possible que le passage de Chou En Lai à Alger ait des répercussions sur le régime des pétroles sahariens. La Chine a besoin de moins dépendre de l'U.R.S.S. pour son ravitaillement pétrolier et l'Algérie ne

possède pas de meilleur moyen de s'acquitter des avances chinoises. Et alors la tentation de la nationalisation peut être assez forte pour pousser outre aux protestations de la France.

Avec le Maroc c'est une autre monnaie d'échange que viennent chercher les Chinois avec l'achat surtout de phosphates dont ils ont le plus grand besoin.

## CALME REVENU A CHYPRE GRACE A L'ANGLETERRE

C'est une chose assez singulière que les Chypriotes qui se sont battus pendant tant d'années pour se débarrasser de la domination anglaise ne viennent de retrouver la paix intérieure que grâce à l'intervention de l'Angleterre, intervention acceptée par les deux partis antagonistes, qui ont même consenti à mettre leurs armées sous le commandement d'un chef militaire britannique.

Et sur le plan politique, c'est encore à un arbitre anglais qu'il s'en remet pour trouver une formule de cohabitation supportable pour la majorité grecque comme pour la minorité turque.

On dit souvent qu'à quelque chose malheur est bon. Cet adage s'est vérifié pour Ankara, comme pour Athènes où des crises gouvernementales étaient difficiles à dénouer. Or en raison de la tension de Chypre en Grèce, le roi Paul s'est décidé d'agir seul pour former un gouvernement, et en Turquie M. Inonu s'est résigné à constituer un gouvernement minoritaire !

## LE CHANTAGE DU PRINCE SIHANOUK

Depuis environ deux mois, le prince Sihanouk, roi du Cambodge a multiplié les manifestations d'hostilité à l'égard des Etats-Unis et même de la Grande-Bretagne, à cause, semble-t-il, de l'appui qu'ils fournissent à une opposition khmère sur son territoire. Seule la France, parmi les Occidentaux, garde quelque crédit à ses yeux et il l'a choisie pour remplacer l'Amérique dans l'aide technique et financière dont il ne peut se passer.

Devant cette évolution, la Maison-Blanche, qui attache une grande importance à tout ce qui intéresse le Sud-Est asiatique, a dépêché M. Dean Rusk auprès du général de Gaulle pour lui dire qu'elle acceptait de se ranger derrière la France pour tout ce qu'elle ferait pour empêcher le glissement du Cambodge dans le camp communiste.

La France a bien décidé de fournir au Cambodge, armes et argent, mais cela n'empêche pas Sihanouk de solliciter et d'obtenir l'aide de la Chine et de l'U.R.S.S. Cela ne l'empêche pas non plus d'expulser sept journalistes occidentaux dont quatre français tandis que ceux de Mao et de « K » sont sacrés amis « dévoués ».

## AU GHANA TOUS LES POUVOIRS A N'KRUMAH

Le Parlement ghanéen a approuvé une loi accordant au président N'krumah le droit d'annuler tout jugement de la Cour spéciale intéressant la sécurité de l'Etat.

Mais cela ne le met pas à l'abri des attentats. Peut-être même ceux-ci sont-ils la conséquence de cela.

## 16.000 DAHOMEENS MENACES D'EXPULSION DU NIGER

Parce qu'ils ne sont pas d'accord sur l'appartenance d'une petite île sur le fleuve du Niger, longue de 8 kilomètres, les gouvernements de Niamey et de Cotonou en arrivent à des gestes d'hostilité. Ceux du Niger ont commencé à expulser plusieurs centaines de Dahoméens vivant dans leur pays et le Dahomey a décidé de fermer sa frontière avec le Niger et de bloquer toutes les marchandises qui lui sont destinées.

# Le Cercle Pelloutier de Lyon a commémoré les batailles de l'Union des syndicats

Au 86, cours Lafayette, à Lyon, ce fut le premier siège de l'Union des syndicats du Rhône. Les événements et les scissions ont porté ailleurs les sièges syndicaux, mais ce lieu reste associé aux souvenirs des luttes ouvrières lyonnaises. La maison qui abritait le local va être démolie, et, avant qu'elle ne disparaisse, le Cercle Pelloutier de Lyon a voulu y commémorer les grandes batailles sociales des travailleurs lyonnais. Le 22 décembre dernier, il y a organisé — avec l'assentiment de la propriétaire — une conférence de presse.

Celle-ci fut quelque peu contrariée par le temps qu'il faisait à Lyon ce jour-là, où le thermomètre descendit à 15° au-dessous de zéro. Plusieurs anciens militants invités s'excusèrent par lettre, notamment Allamerci, Ruault, Jean Fontaine. Le message de ce dernier, un des fondateurs du syndicat des instituteurs du Rhône, a rappelé les luttes mémorables de ce syndicat contre le pouvoir de l'époque, le gouvernement Briand ; celui-ci voulait interdire au syndicat des instituteurs d'adhérer à l'Union départementale, mais le syndicat passa outre.

Le président de la réunion, le camarade Padros, évoqua comme il convenait les actes de solidarité ouvrière internationale qui se situèrent ici. Il rappela notamment que ce fut dans la cave de ce local, aménagée en lieu de réunion, que les premiers ouvriers émigrés espagnols constituèrent un cercle d'études sociales.

M. Rude, historien des luttes ouvrières, auteur de l'ouvrage « C'est nous, les canuts ! », fit revivre

les initiatives de la délégation lyonnaise dans la fondation de la première internationale en 1864. Puis, à la suite des modifications de la structure industrielle de Lyon, ce furent les ouvriers métallurgistes de la rive gauche du Rhône qui remplacèrent les canuts à l'avant-garde des batailles sociales. Dans la vieille revendication lyonnaise du « tarif », l'orateur voit l'origine du salaire minimum garanti.

Argence, ex-secrétaire de la fédération des métaux, auteur d'une brochure sur le « contrôle ouvrier », rappela ses souvenirs d'une vie militante. Il parla de la revue « Le creuset », organe syndical des métallurgistes, qui traitait des problèmes techniques et économiques. En terminant, Argence affirme sa foi dans un syndicalisme inspiré de la Charte d'Amiens. Cette pensée fut reprise par Henri Fourcade, ancien secrétaire de l'Union des Syndicats du Rhône. Il remit particulièrement en valeur l'attitude de l'Union des Syndicats de Lyon au début de la guerre de 1914, pendant cette guerre et après cette guerre. une attitude de fidélité à l'internationalisme ouvrier.

Après une intervention du camarade Lemason, ancien secrétaire du syndicat des maçons, Padros remercia les assistants et rappela que le Cercle Pelloutier tient ses séances les derniers mercredis de chaque mois, à 18 h 30, à la Brasserie de l'Etoile, 1, cours Gambetta. Ses discussions ont pour sujet les questions d'actualité intéressant la classe ouvrière.

## La liberté de pensée à l'Université de New York

Un nouvel incident vient de surgir qui met bien en lumière la conception que se font les autorités politiques de l'Etat de New York des limites qu'il convient de fixer à la liberté de pensée des enseignants. La loi Feinberg, votée en 1949, à l'époque où Joe Mc Carthy faisait trembler tous les esprits libres d'Amérique, stipule que nulle personne appartenant au parti communiste ou à toute autre organisation déclarée subversive à la discrétion des autorités universitaires supérieures, ne peut enseigner dans les établissements publics de l'Etat de New York. L'exposé des motifs précisait les considérations qui avaient incité le législateur à édicter ce principe en ces termes : « Il est de notoriété publique que des membres d'organisations subversives et en particulier du parti communiste ou des groupes qui s'y rattachent, se sont infiltrés dans le personnel des écoles publiques de l'Etat... La conséquence d'une telle infiltration... est qu'une propagande subversive peut y être ainsi diffusée parmi des enfants d'âge tendre, par ceux-là mêmes qui les enseignent... »

L'exposé des motifs poursuivait en précisant que ces personnes tiraient parti de leur fonction et de leur autorité pour donner plus de poids et d'efficacité à leur propagande. Mais, d'une façon fort paradoxale, le législateur soulignait que, toute efficace et dangereuse qu'elle soit, cette propagande « subversive » était souvent si subtile qu'il était impossible d'en reconnaître et d'en établir la présence dans l'enseignement donné par le professeur dans sa classe. Par conséquent, le législateur en concluait que ce n'était pas cette insaisissable propagande — pourtant dogmatique en faveur d'un parti et d'une doctrine révolutionnaire — qu'il fallait combattre et éliminer, mais bien les per-

sonnes qu'on pouvait soupçonner de la diffuser. Aussi la loi invitait-elle les supérieurs et les collègues des personnes « douteuses » de les dénoncer. Ceci était très grave en Amérique où le mot « subversif » est employé souvent dans un sens extrêmement lâche et où des enquêtes comme celles de Samuel A. Stouffer (*Communism, Conformity and Civil Liberties : A Cross Section of the Nation Speaks its Mind* (Doubleday, 1955) ont montré que la majorité des Américains considèrent aujourd'hui comme subversive et dangereuse pour l'ordre public leur propre tradition révolutionnaire de 1776.

L'application de la loi Feinberg semble avoir été mise en sommeil depuis quelques années. Mais la récente expansion de l'Université de l'Etat de New York, qui vient d'absorber, par exemple, l'ancienne Université de Buffalo, naguère établissement privé, a eu pour conséquence que les professeurs de cet établissement se voient placés brusquement, sans en avoir été informés préalablement à leur nomination au poste qu'ils occupent, devant le dilemme suivant : déclarer par écrit avant le 30 janvier 1964 qu'ils ne tombent pas sous le coup de la loi Feinberg ou bien perdre leur emploi.

P. AUBERY.

A paraître prochainement

Une brochure que tout révolutionnaire doit lire

### POUR UN NOUVEAU MANIFESTE SOCIALISTE

par Pierre RIMBERT

avec une préface de Robert LOUZON

éditée par la « Révolution prolétarienne »

au prix de 2 francs

# LES FAITS DU MOIS

**DIMANCHE 1<sup>er</sup> DECEMBRE.** — Elections présidentielles au Venezuela : succès de M. Raul Leoni, candidat du président sortant Betancourt.

Elections sénégalaises. Nette victoire de M. Senghor et de son parti, marqué par des incidents sanglants.

**LUNDI 2.** — Démission du gouvernement turc.

**MARDI 3.** — M. Hubert Maga, ancien ministre dahoméen est placé en résidence surveillée.

**MERCREDI 4.** — Paul VI annonce qu'il se rendra en Terre Sainte du 4 au 6 janvier 1964.

**JEUDI 5.** — En Italie, M. Aldo Moro constitue un cabinet de centre gauche, avec Nenni comme vice-président et Saragat aux affaires étrangères.

Démission du gouvernement bolivien à la suite de la décision de M. Juan Lechin, vice-président de la République, de se présenter aux élections de 1964 contre le président Paz Estenssoro.

**VENDREDI 6.** — Le Parlement adopte définitivement Le budget de 1964.

Le P.C. russe lance une nouvelle proposition de trêve au P.C. chinois.

**SAMEDI 7.** — Conférence préparatoire de représentants de la gauche française appartenant à divers partis, clubs et syndicats pour une charte de « l'unité socialiste ».

**LUNDI 9.** — « Le Vicaire », pièce de Rolf Hochhuth, qui dénonce les silences de Pie XII devant l'extermination des Juifs, donne lieu à des incidents à Paris.

**MARDI 10.** — Cinq condamnations, treize acquittements dans le procès des jeunes Martiniquais poursuivis pour atteinte à l'intégrité du territoire national.

**MERCREDI 11.** — Zanzibar accède à l'indépendance. L'Assemblée nationale adopte définitivement le statut des objecteurs de conscience.

**JEUDI 12.** — Le Kenya accède à l'indépendance.

**VENDREDI 13.** — La France accorde 300 millions de francs de crédits à l'Iran.

**SAMEDI 14.** — Visite de Chou En-lai en Egypte. A Paris, réunion du comité politique du P.S.U.

**DIMANCHE 15.** — La Guinée espagnole (Rio-Muni et Fernando Poo) approuve le statut de l'autonomie à une faible majorité.

A Paris, réunion du Conseil confédéral de la C.F.T.C.

Accord commercial entre la France et l'Albanie.

Khrouchtchev annonce une réduction symbolique du budget militaire.

**MARDI 17.** — Ouverture du « mur » du 18 décembre au 5 janvier pour les habitants de Berlin-Ouest désirant rendre visite à leurs parents.

**MERCREDI 18.** — Gaston Defferre fait officiellement acte de candidature à la présidence de la République : la S.F.I.O. décide de tenir le 1<sup>er</sup> février un congrès extraordinaire.

M. Massemba-Débat est élu président de la République du Congo-Brazzaville.

A Moscou, manifestation d'étudiants noirs, à la suite de la mort d'un de leurs camarades.

**VENDREDI 20.** — A Paris, Comité confédéral de la C.G.T.

**SAMEDI 21.** — Visite de Chou En-lai en Algérie. Troubles sanglants à Chypre entre Grecs et Turcs.

**MARDI 23.** — Accord sur la politique agricole commune réalisée par les Six à Bruxelles.

Le gouvernement de la République du Niger ordonne l'expulsion de seize mille ressortissants dahoméens installés sur son territoire.

**MARDI 24.** — Démission du gouvernement grec.

**MERCREDI 25.** — Chypre accepte l'offre de la Grande-Bretagne, de la Grèce et de la Turquie de placer leurs troupes de l'île sous un commandement commun pour mettre fin aux troubles sanglants.

M. Ismet Inonu constitue un ministère turc composé de républicains et d'indépendants.

**VENDREDI 27.** — Visite officielle de Chou En-lai au Maroc.

Reprise à Rabat (Maroc) du procès du complot de juillet.

**SAMEDI 28.** — Accord de coopération économique entre l'Algérie et l'U.R.S.S.

Visite au Texas (Etats-Unis) du chancelier allemand Erhard.

**LUNDI 30.** — L'ex-colonel Argoud est condamné à la détention criminelle à perpétuité.

A Chypre, accord sur le cessez-le-feu.

**MARDI 31.** — A Francfort, procès des inculpés d'Auschwitz.

## D'où vient l'argent ?

### MOIS DE DECEMBRE 1963

#### RECETTES :

Abonnements ordinaires .....	582,80	
Abonnement de soutien .....	435,—	
		<u>1.017,80</u>
Souscription .....		81,—
Vente au numéro .....		3,—
Vente des brochures .....		8,—
Solidarité .....		10,—
Divers .....		1.100,—

Total des recettes .....

En caisse à fin novembre .....

2.219,80

2.830,91

5.050,71

#### DEPENSES :

Frais d'expédition .....	24,80
Téléphone .....	103,75
Autres frais généraux .....	223,—
Divers .....	10,50,—

Total des dépenses .....

En caisse à fin décembre :

Espèces .....

Chèques postaux .....

270,72

3.378,44

3.649,16

5.050,71

### LES ABONNEMENTS DE SOUTIEN

R.B... (Seine-et-Marne), 25 ; V.B... (Belgique), 50 ; Georgette Cattané (Seine-et-Oise), 25 ; Maurice Deruest (Belgique), 50 ; Maurice Fichet (Seine-et-Oise), 35 ; Georges Folcher (Loire), 30 ; J. Fontaine (Rhône), 30 ; Marius Giraud (Seine), 30 ; Jean Hémy (Côte-d'Or), 25 ; Louis Latard (Nièvre), 30 ; J.M.... (Loire), 25 ; Roger Salmé (Paris), 30 ; Van Reusel (Belgique), 50. — Total : 435 francs.

### LA SOUSCRIPTION

Ramon Alvarez (Paris), 5 ; Jean Aulas (Alpes-Maritimes), 3 ; Mme M. Chevillon (Rhône), 5 ; Jean Duperray (Loire), 6 ; Félix Escoffier (Vaucluse), 4 ; Antoine Garcia (Tarn), 5 ; François Gauthier (Maine-et-Loire), 5 ; Robert Grimm (Moselle), 5 ; Antoine Jouvshomme (Paris), 5 ; Julien Lèbre (Ardèche), 3 ; Maurice Millet (Cher), 5 ; Emile Pasquet (Dordogne), 5 ; Charles Patat (Paris), 5 ; Gabriel Pons (Ain), 5 ; Germaine Thomas (Saône-et-Loire), 5 ; Marguerite Tuffery (Var), 5 ; Vega (Haute-Marne), 5. — Total : 81 francs.

Un livre qui doit intéresser tous nos lecteurs :

# PRESENCE DU SYNDICALISME LIBERTAIRE

par Louis MERCIER

avec une préface de Roger HAGNAUER

Au sommaire :

- I. UN MORT RECALCITRANT
- II. LES RAISONS D'UNE SURVIE
- III. FAUSSES SOLUTIONS ET VAINES ACCUSATIONS
- IV. LES SERVITUDES D'UNE MISSION
- V. ENTRE HIER ET DEMAIN

*Edition de l'Union des Syndicalistes  
et de la Commission Internationale de Liaison Ouvrière*

Prix : 3 NF

Commandes à l'Union des Syndicalistes : R. MARCHETI,  
103, rue Orfila, Paris 20<sup>e</sup> - C.C.P. 7473-08 Paris

« S'instruire pour être capable de bien comprendre ce qu'on lit, pour pouvoir préciser et ordonner ses idées, pour savoir enfin exprimer ce qu'on pense et ce qu'on sent ; voilà de notre temps la base dont il faut s'assurer si l'on veut avoir un bon départ. Eh bien ! le livre de M. Hagnauer constitue justement pour les jeunes une base solide. »

Maurice DAVID,

Inspecteur général de l'Education Nationale.

Au temps du stylo et du micro

## L'expression écrite et orale

de Roger HAGNAUER

L'enrichissement du vocabulaire, la construction des phrases, la description, la narration, le commentaire, la recherche et l'expression des idées, la correspondance — la diction, l'exposé oral, le discours, les débats — Nombreux exercices, sujets de compositions, la correction de travaux personnels, etc...

Un livre copieux de 285 pages ..... 9,45 NF  
publié par les Editions Ouvrières.

Du même auteur :

### JOIES ET FRUITS DE LA LECTURE

(lire pour s'informer, s'instruire en technologie, économie politique, histoire, pour se distraire - Des listes bibliographiques et des textes commentés...)

Le volume ..... 6 NF

En vente à la « Révolution Prolétarienne ».